

### **L'échec de l'expérience politique et l'entrée en radicalité violente**

Même si l'expérience du FIS dans la gestion des communes fut dans une certaine mesure assez décevante, il serait sans doute hasardeux d'en tirer les conclusions de son échec politique. Ceci non pas seulement en raison de la trop courte durée (1990-1991) pendant laquelle ce parti a eu à diriger le pouvoir local, mais aussi, au regard du chamboulement apporté par les autorités centrales en matière de prérogatives des maires des communes, un chamboulement qui leur a été largement défavorable. La question qui se pose avec acuité, est celle de savoir si le FIS s'était montré capable de redéfinir une stratégie contestataire adaptée, en vue de l'évolution, à la situation qui s'annonçait, notamment avec le bras de fer qui allait l'opposer au gouvernement (*cf infra*). Celui-ci, pris de panique par la percée fulgurante et inattendue du Front islamique du salut, entamera des « réformes préventives » ciblées, afin d'en limiter le poids politique.

---

<sup>791</sup> Entretien avec un ancien officier supérieur de l'armée algérienne, Ahmed . H , sexe : masculin, âge 72 ans .

<sup>792</sup> Charles Tilly, *The Politics of Collective Violence* (Cambridge University Press, 2003).

Pour prendre la mesure de l'appréhension du pouvoir algérien vis-à-vis de la percée du FIS depuis son succès électoral, il faudrait revenir aux premières « solutions institutionnelles » pensées par le gouvernement de Mouloud Hamrouche pour limiter le poids électoral du FIS sur la scène politique algérienne. En réalité, la plus importante parmi ces « solutions » était celle de la modification des lois électorales, qui a été perçue par les militants du FIS comme une forme de répression juridique menée contre leur parti. Plus précisément, il s'agit d'un découpage électoral adopté par l'Assemblée populaire nationale dans la nuit du 1 au 2 avril 1991, faisant passer le nombre de circonscriptions électorales de 295 à 542<sup>793</sup>. Cette augmentation du nombre de circonscriptions (synonyme en soit de l'augmentation du nombre de députés) visait à consolider l'assise du FLN en zones rurales, là où il avait de sérieuses chances de l'emporter. Ceci passait par l'établissement d'un niveau très bas du nombre de votes nécessaires à l'élection d'un député dans ces zones rurales<sup>794</sup>. D'un autre côté cette nouvelle loi électorale a été élaborée de manière à contenir le poids du FIS en zone urbaine (cœur de son électorat), en fixant un nombre de suffrages bien plus élevé<sup>795</sup>. Le processus décisionnel qui a abouti à la création de cette contrainte structurelle, provoquera de lourdes conséquences sur l'évolution de la vie politique algérienne, tant il semble avoir été entamé dans l'urgence et en cercle restreint<sup>796</sup>, sans consultation avec les partis politiques<sup>797</sup>. Ce « charcutage » des circonscriptions préparé par le gouvernement de Hamrouche, a enclenché un mécanisme de défense chez les dirigeants et militants du FIS, qui ont entrepris de résister à ce qu'ils percevaient comme une menace dirigée contre les « réalisations politiques » de leur parti : « nous avons joué le jeu jusqu'au bout. Moi-même j'y croyais vraiment, nous pensions que le pouvoir allait tenir parole puisqu'il l'avait fait lors des premières élections locales. Mais après la tricherie dont il a fait preuve en arrangeant les lois comme il le voulait, on s'est vite refroidis. Moi j'ai

<sup>793</sup> Jean-Jacques Lavenue, *Algérie: La démocratie interdite*, op.cit, p. 82.

<sup>794</sup> Van Buu Édouard, « Chronique juridique et rubrique législative Algérie », in Ahmed Mahiou; Jean-Claude Santucci (sous la responsabilité de l'Annuaire de l'Afrique du Nord - Centre national de la recherche scientifique; Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM) - Paris, Éditions du CNRS, 1993, Vol. 30 (1233p.) , contient bibl., index., sigles.

<sup>795</sup> Dans un article écrit dans le journal le monde, Yves Heller donnait l'exemple de la wilaya d'illizi, dans le sud de l'Algérie, où le FLN était bien implanté et où 7000 voix auraient suffi pour élire un député, alors que dans la ville d'Alger où le FIS était le mieux implanté, il fallait 73000 voix. Yves Heller, journal le Monde, le 28/05/91. Cité dans Van Buu Édouard, « Chronique juridique et rubrique législative Algérie », op.cit.

<sup>796</sup> Dans *Decision-Making : a psychological Analysis of Conflict and Commitment*, (New York, Free Press, 1977), Irving Janis expliquait que les décisions prises dans de telles conditions aboutissent le plus souvent à des conséquences désastreuses.

<sup>797</sup> En effet, dès le 28 mars 1991, alors que cette loi électorale était encore au stade de projet, sept partis politiques avaient déjà menacé le gouvernement de Hamrouche de recourir à une grève politique. Parmi eux le MDA, le HAMS, le RCD, le MDRA, le PRA, et le MAJD. Cela dit, ils n'iront pas jusqu'au bout de leur menace. Voir : Abdennour Ali-Yahia, *Algérie: Raisons et déraison d'une guerre* (Editions L'Harmattan, 1996), p. 91.

*pas les détails de cette loi, je ne suis pas spécialiste, mais je me souviens... quand on me l'avait expliqué, j'ai compris que notre aventure politique allait prendre fin, on m'a dit qu'il fallait faire la grève [...], et puis manifester, qu'il fallait obliger le gouvernement à changer d'avis et que nous en avions les moyens, ça aussi j'y ai cru, mais personne ne pouvait vraiment prédire ce qui allait se passer par la suite, seul le Allah tout puissant le pouvait (...) »<sup>798</sup>.*

*« C'est ça le régime du tyran (Nidahm Al Taghout), il fait juste semblant de jouer le jeu pour plaire aux occidentaux, mais quand il s'aperçoit que son pouvoir risque de lui échapper des mains, il ressort son épée, pour frapper les cous des musulmans [...], nous l'avons pris aux mots, il a dit soi-disant "démocratie" [...], mais le tyran ne croit ni à la charia de Allah ni à la démocratie, ce qu'il veut, c'est le pouvoir. Le FIS n'était pas dupe, la grève a été dans un premier temps le seul moyen pacifique de faire plier l'État et reprendre le droit du peuple »<sup>799</sup>.*

Ces propos sur la nécessité d'une action politique ferme, pour faire plier le pouvoir — notamment à travers l'organisation d'une grève générale —, semblent être le relai de ce qu'a été le discours émanant de la direction du FIS durant cet épisode. Or, l'on sait maintenant à par les différents témoignages récents recueillis chez un grand nombre d'anciens dirigeants du FIS (comme Sahnouni, Merrani, Bouklikha, et Guemazi [déjà cités]), que les décisions en rapport avec l'attitude à adopter vis-à-vis du gouvernement en place, étaient loin d'avoir fait l'unanimité au sein du FIS<sup>800</sup>.

Du sommet de la direction jusqu'à la base, le débat était ardu et menaçait de faire éclater le parti. Trois visions différentes et opposées se sont alors disputées sur les options à adopter, compte tenu de ce nouveau contexte structurel : la première préconisait l'organisation d'une grève générale pour forcer le gouvernement à revenir sur sa décision. La deuxième, plus prudente, préférait continuer à jouer le jeu et éviter la confrontation qui risquerait de déboucher sur un lendemain incertain. Enfin, la troisième, plus minoritaire et présente chez certains groupuscules hostiles dès le départ à la participation politique, prônait le djihad armé.

<sup>798</sup> Entretien avec Abdallah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

<sup>799</sup> Abderazzak, ancien sympathisant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé, âge : 55 ans, niveau d'étude : secondaire (octobre 2011).

<sup>800</sup> Peu d'auteurs se sont attardés sur les disputes intenses au sein du FIS, notamment à propos de l'utilité d'organiser cette grève générale. Parmi eux, il y a Sévrine Labat, *les islamistes algériens entre les urnes et le maquis*, op.cit), p. 116, et Abderrahim Lamchichi, *L'islamisme en Algérie*, op.cit, p. 80. Cela dit, dans leurs analyses, ces derniers n'ont pas accordé plus d'importance au processus conflictuel de prise de décision qui a abouti à la proclamation de cette fameuse grève. Et c'est précisément ce que nous proposons ici pour faire ressortir la dimension tactique de cet épisode qui a débouché sur une escalade meurtrière.

### **3.1 La grève illimitée au caractère insurrectionnel. Un premier palier de la radicalisation**

*« La grève est un droit naturel, mais elle a été exploitée politiquement, il n'y a pas de grève ouverte qui existe au monde et qui pousse les gens à sortir sans qu'ils aient un objectif à atteindre. Comme l'a dit Abassi Madani : [nous savons quand la grève commence, mais on ignore toujours quand elle pourrait prendre fin]. Nous avions commencé par trois jours de grève et puis celle-ci est devenue ouverte, ensuite des victimes sont tombées, et puisque des victimes sont tombées, pourquoi regagner nos maisons alors que le sang coulait. Étape par étape, nous sommes entrés dans des confrontations qui nous ont menés au précipice ». Kamel Guemazi<sup>801</sup>*

La décision prise par la direction du FIS en faveur de l'annonce d'une grève politique<sup>802</sup>, n'a vu le jour qu'après de longues tractations entre les 35 membres composant le Conseil consultatif : *« la question de la grève politique a nécessité neuf sessions dont la plus courte a duré 10 heures (...), Abassi Madani nous a menacés de démissionner et de créer son propre parti politique si nous n'adoptions pas cette idée de la grève illimitée. Nous étions alors tombés d'accord sur une grève de trois jours. Mais Abassi Madani l'a annoncé aux militants sans mentionner son caractère limité. Les gens sont sortis et personne ne pouvait les faire revenir. Trois jours après, Abassi a déclaré : [ le peuple algérien est sorti pour réclamer ses droits et il les obtiendra, celui qui vous demandera de revenir chez vous est un traître, il appartient aux services de renseignements] »<sup>803</sup>. H Sahnouni.*

Bien au-delà des divergences autour de l'utilité de mener une grève, ce dernier passage dénote surtout le faible niveau de structuration de la conflictualité, qui caractérisait aussi bien les rapports entre les hauts dirigeants du FIS, que les rapports de ces derniers avec la base militante. Cette faiblesse dans la structuration du conflit, nous semble avoir été l'un des facteurs majeurs des premières dérives violentes (à caractère politique) chez certains militants du FIS. Cette idée se décline en deux axes : le premier porte sur l'autorité fortement contestée de Abassi Madani, notamment en ce qui concernait la manière de conduire la politique du

<sup>801</sup> Entretien avec Kamel Guemazi, in journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit.

<sup>802</sup> Si l'on se rapporte aux propos récents de Hachemi Sahnouni, l'idée de déclencher une grève politique, ne serait pas venue des dirigeants du FIS, mais plutôt de Louisa Hanoune, chef du parti des travailleurs (PT). Cette dernière aurait insufflé cette idée à Abassi Madani qui l'aurait à son tour proposée au Conseil consultatif du parti : Entretien avec Hachemi Sahnouni, in journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit. Les propos de Kamel Guemazi semblent du moins confirmer que du point de vue historique, cette idée tenait son origine des autres partis activant sur la scène politique algérienne. Entretien avec Kamel Guemazi, in journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit.

<sup>803</sup> Entretien avec Hachemi Sahnouni, in journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit.

parti, ce qui révèle en fin de compte la faiblesse de son leadership au sein du conseil consultatif. Le deuxième axe porte sur le manque (ou l'absence) d'emprise du parti sur un certain nombre de militants indisciplinés ; ce qui rendait difficile le contrôle sur les modes d'action empruntés par ces militants. Comme l'expliquait Anthony Oberschall, plus la structuration du conflit au sein d'un camp est faible, plus la probabilité de s'orienter vers l'action violente est grande<sup>804</sup>. Dans le cas du FIS, il semble bien qu'en dépit du fait que le parti ait été bien structuré sur le plan organisationnel, ce dernier eût bien du mal à parler d'une seule voie et à maîtriser totalement ses troupes. Le déroulement de la grève s'en est trouvé largement affecté.

Nous n'allons pas revenir ici sur les détails des multiples dissensions qui ont opposé Abassi Madani à certains membres du *Majliss Al Choura* avant l'épisode de la grève<sup>805</sup>. Cependant, il est essentiel de retenir, comme le soulignait S. Labat que, du fait d'une autorité fortement remise en cause, A. Madani a vu ses chances d'accéder à la présidence de la république sérieusement entamée<sup>806</sup>. Ce qui semblait être un sérieux motif pour provoquer une grève qu'il aurait lui-même conduite. Une grève politique de masse qui l'aurait directement propulsé à la présidence de la république en provoquant la chute du régime algérien. Ainsi, si l'on en croit H. Sahnouni, A. Merrani et Y Bouklikha, la décision de mener cette grève, reposait grandement sur les ambitions présidentielles de Abassi Madani : « *Abassi s'est toujours considéré comme une alternative à la présidence, quand il entrait dans le bureau de Chadli Benjedid, il scrutait du regard tous ses recoins et répétait souvent : [si cet illettré de Chadli était président, alors pourquoi pas moi le docteur ?!]* »<sup>807</sup>. H Sahnouni.

« *Son regard était tourné vers la présidence de la république, il ne prenait pas la peine de nous consulter, il se voyait comme le Khomeiny de l'Algérie. Au départ il a dit que nous allions annoncer une grève politique de trois jours et que nous allions adopter notre attitude selon la réaction des autorités. Mais quand Bachir Fakhir lui a demandé ce que nous allions faire si les autorités nous répondaient par la violence, il n'a pas pu apporter de réponse !* »<sup>808</sup>. A Merrani.

<sup>804</sup> Anthony Oberschall, *Social Conflict and Social Movements* (Pearson Education, Limited, 1973).

<sup>805</sup> Parmi les points de divergence les plus importants, Merrani et Sahnouni citent celui de la tentative d'évincement des éléments salafistes au profit des dja'aristes (algérianistes), pour lesquels Abassi avait une préférence en raison de leur niveau d'étude universitaire.

<sup>806</sup> Labat, *Les Islamistes algériens*, p. 115.

<sup>807</sup> Entretien avec Hachemi Sahnouni, in journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit.

<sup>808</sup> Entretien avec Ahmed Merrani, in journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit.

« (...) il craignait que Ben Bella ne l'éclipse dans la course à la présidentielle si celle-ci était organisée, c'est pour cela qu'il voulait y parvenir par la méthode des révolutions blanches, comme il aimait à le répéter lors de ses différentes conférences de presse (...) »<sup>809</sup>. Y Bouklikha.

Le fait que Abassi Madani ait pris l'initiative d'inclure une revendication sur l'organisation d'une présidentielle anticipée (alors que celle-ci n'était manifestement pas dans le contenu du premier communiqué sur la contestation de la nouvelle loi électorale<sup>810</sup>) conforte cette hypothèse sur son ambition présidentielle<sup>811</sup>.

Abassi Madani a fini par annoncer, le 23 mai 1991, une grève générale à caractère politique qui prenait effet le 25 mai. Les revendications mises en avant concernaient l'abrogation de la nouvelle loi électorale et du découpage contesté des circonscriptions. Mais à cela s'ajoutait aussi une revendication sur l'organisation anticipée et jumelée des législatives et des présidentielles<sup>812</sup>. Cette grève a très vite pris des allures de désobéissance civile, qui de jour en jour a mené à une escalade meurtrière.

Étonnamment, le théoricien de cette désobéissance civile était Saïd Makhloufi, l'un des rares membres du Madjliss à avoir osé voter à main levée contre l'organisation de cette grève<sup>813</sup>. Or, une fois celle-ci décrétée, Makhloufi n'a pas tardé à la rejoindre en mettant en pratique ses connaissances sur les mouvements marxistes-léninistes, tirées de ses années

<sup>809</sup> بوكليخة, الجبهة الإسلامية للإنقاذ إنتصار ثم إنتحار - الجبهة الإسلامية للإنقاذ ظالمة أو مظلومة. p. 213 op.cit.

Traduc : Yahia Bouklikha, le Front islamique du salut, de la gloire au suicide, op.cit, p 213.

<sup>810</sup> Ibid.

<sup>811</sup> Ce qui est le plus frappant ici, c'est les profils psychologiques des deux principaux leaders du parti (Madani et Benhadj), qui ressortent des témoignages de la plupart des anciens dirigeants qui se sont exprimés récemment, soit dans la presse algérienne soit dans leurs écrits. En effet, l'on y découvre une image qui rompt catégoriquement avec celle d'un Ali Benhadj conquérant, au discours violent, appelant systématiquement au djihad, et d'un Abassi Madani fin politicien, d'un tempérament calme, appelant exclusivement à une « action politique pacifiée ».

En réalité, Ali Benhadj ne semblait pas avoir considéré l'accès à un poste de pouvoir parmi ses priorités. Cela s'applique aussi sur l'idée qu'il entretenait sur l'instauration d'un État islamique, qu'il n'entendait pas imposer de manière immédiate (du moins avant la tournure qu'a prise la grève de l'été 1991). Dans sa perception, c'est une fois que l'État islamique est instauré que les musulmans pourront choisir celui qui sera apte à les diriger sans que celui-ci ne se propose (éthique des *salafis*). De son côté, Abassi Madani faisait de l'accession à la présidence, sa principale priorité, et de l'instrumentalisation du religieux comme un moyen d'accès au pouvoir. Mais ceci, ne doit pas faire oublier que l'un comme l'autre, ont de temps à autre excellé dans des discours ambigus (notamment en ce qui concerne « l'impiété de la démocratie » et la notion du Djihad).

<sup>812</sup> Ali-Yahia, *Algérie*, raisons et déraison d'une guerre, op.cit, p. 183.

<sup>813</sup> Même si la plupart des membres composant le Conseil étaient contre cette idée, ils ont tout de même fini par concéder une grève limitée. Dans son livre, Bouklikha parlera de divers menaces et agressions dont auraient été victimes certains membres de la part de militants de la base, favorables à Abassi Madani. Finalement, Seuls Bouklikha, Ahmed Merrani, Saïd Makhloufi, et Ben Naamia ont voté contre la grève. Voir :

بوكليخة, الجبهة الإسلامية للإنقاذ إنتصار ثم إنتحار - الجبهة الإسلامية للإنقاذ ظالمة أو مظلومة. p 225.

Traduc : Yahia Bouklikha, *le Front islamique du salut, de la gloire et le suicide*, op.cit, p. 225.

Figure 11 : Page de garde du fascicule rédigé par Makhloufi



d'études en sciences politiques<sup>814</sup>.

Dans son petit fascicule de 7 pages, distribué de manière clandestine aux participants des sit-in, marches et manifestations liés à la grève, Makhloufi énumérait et expliquait les démarches à suivre pour parvenir à faire tomber le régime politique algérien.

Pour Makhloufi, il fallait se positionner entre l'action politique et l'action armée, car si la première semblait avoir démontré son inefficacité, la deuxième était selon lui prématurée. Il fallait donc mettre en œuvre une série d'actions concrètes organisées de manière à provoquer la chute du régime : « *si nous recourons à la violence, nous allons donner au régime un motif pour se soustraire à ses responsabilités, et une occasion pour faire l'usage de la violence et de la force. Mais le recours à la désobéissance civile privera ce régime de ces mobiles. Il sera mis à nu devant sa vraie nature, basée sur l'injustice, la tyrannie et l'usage de la force* »<sup>815</sup>.

Ce souci chez Makhloufi de mener des actions de désobéissance à la limite de la légalité, en respectant un minimum de règles de l'ordre public (tout au moins en évitant de recourir à la violence physique<sup>816</sup>), peut se comprendre par les instructions incessantes de la direction du FIS, visant à avertir ses militants des risques que pouvait présenter l'option de l'action violente ou clandestine. La réaction du FIS devait donc être pensée dans le cadre de l'espace public pour qu'elle puisse être gérée de manière officielle par les organes politiques du parti.

Cependant, si l'on observait attentivement le contenu du fascicule, on ne trouverait guère de trace des revendications portant sur la révision de la nouvelle loi électorale ou de l'organisation d'une présidentielle anticipée. En revanche, il est fait mention de changement de régime (5 fois), de renversement du régime (3 fois), et de chute du régime (3 fois), que Makhloufi prédit en deux étapes : La première est celle de la mobilisation de l'opinion publique, et la deuxième celle de la confrontation directe avec le régime en place. C'est

<sup>814</sup> Séverine Labat, *Les Islamistes algériens*, op.cit, p 143.

<sup>815</sup> سعيد مخلوفاي، العصيان المدني، الأسس و الأهداف، الوسائل و طرق العمل .

Traduc : Saïd Makhloufi, *La désobéissance civile, Fondements, objectifs, moyens et modes d'action*.

<sup>816</sup> Jacques Sémelin, « De la force des faibles : analyse des travaux sur la résistance civile et l'action non violente », *Revue française de science politique* 48, n° 6 (1998): 773-782.

précisément la deuxième étape qui constituera l'aspect le plus ambigu du texte de ce fascicule. En effet, si Makhloufi énumère les formes de cette confrontation directe : l'évacuation des lieux de travail, le boycott, les sit-in, la grève,...etc., il n'explique pas pour autant, quelles sont les solutions qu'il a qualifiées de « plus violentes » afin de faire face aux moyens de répression que les autorités allaient mobiliser (police, gendarmerie, armée) »<sup>817</sup>. Si l'on s'en tient aux différentes informations fournies par la presse algérienne, la grève ne semblait pas avoir trouvé un large écho au sein du monde du travail<sup>818</sup>.

Malgré quelques actions musclées visant la fermeture de quelques usines et dépôts publics, le SIT<sup>819</sup>, organe syndical lié au FIS, n'a pas pu peser de manière significative sur la grève générale. Ce qui l'a conduit lui aussi à déplacer son action dans la rue, où les militants du FIS semblaient avoir bien plus d'impact : blocage des routes et artères principales, occupation des places publiques, marches imposantes... etc.<sup>820</sup> Mais le problème réel auquel étaient confrontés les dirigeants du FIS, résidait dans la difficulté de contrôler le flux des manifestants, qui, dans bien des cas, sont entrés dans des affrontements avec les forces de l'ordre.

Plus encore, certains d'entre eux exprimaient leur impatience d'en découdre plus sérieusement avec les forces de sécurité en entamant l'action armée : « *Au troisième jour de la grève, j'ai été sollicité par l'un des frères qui travaillaient au journal Al Hidayah qui se trouvait juste à côté de mon bureau. Il m'a dit qu'un jeune s'est présenté à lui, il disait qu'il avait fait partie de l'armée où il a appris à manier les lance-roquettes et l'armement lourd. Il voulait nous aider à mener le djihad. Je lui ai dit : nous sommes en djihad ? Ceci est la manifestation de Abassi et nous, nous n'avons rien à voir avec ça, nous sommes en train de préparer les élections législatives et non le djihad* »<sup>821</sup> Bouklikha.

« (...) *Au sein du FIS, il y avait des gens qui privilégiaient la raison, mais il y avait aussi des gens qui "avaient de l'avance", ils s'impatientaient de voir apparaître l'État islamique, à tel point que si tu*

<sup>817</sup> سعيد مخلوفي، العصبان المدني، الأسس و الأهداف، الوسائل و طرق العمل، op.cit.

Traduc : Saïd Makhloufi, *la désobéissance civile, Fondements, objectifs, moyens et modes d'action*, op.cit

<sup>818</sup> Dans son ouvrage sur la mouvance islamique algérienne, Amin Touati a fait un remarquable récit chronologique détaillé sur le déroulement de la grève du FIS. Voir : Amine Touati, *Algérie, les islamistes à l'assaut du pouvoir* (Editions L'Harmattan, 1995).

<sup>819</sup> Le SIT (Syndicat islamique du travail), était un organe non reconnu par l'Etat, mais il constituait une réalité concrète sur le terrain, car il existait sous la forme d'une multitude de branches syndicales appelées ligues islamiques du travail. Contrairement au SIT celles-ci étaient agréées par les services du ministère du travail. Voir : Jean-Michel Salgon, *Dictionnaire de l'islamisme au Maghreb* (Editions L'Harmattan, 2012), p. 267.

<sup>820</sup> Ibid.

<sup>821</sup> بوكليخة، الجبهة الإسلامية للإنقاذ إنتصار ثم إنتحار - الجبهة الإسلامية للإنقاذ ظالمة أو مظلومة. op.cit.

Traduc : Yahia Bouklikha, *le Front islamique du salut, de la gloire au suicide*, op.cit, p 231.

leur demandais de patienter par exemple un mois, ils te diraient qu'ils voulaient voir l'État islamique la semaine prochaine. C'est ceux-là qui ont tout gâché (...) »<sup>822</sup>. Rabah.

Au quatrième jour de la grève (29 mai), la mobilisation du FIS avait pris beaucoup d'ampleur dans la capitale. Les militants du parti occupaient les principales places publiques d'Alger, dressaient des barricades et érigeaient des tentes pour y passer la nuit, ce qui présageait une mobilisation de longue durée<sup>823</sup>. En même temps, des discussions sont engagées entre la direction du FIS et le premier ministre Mouloud Hamrouche. Celui-ci autorise l'occupation de quatre places publiques à Alger<sup>824</sup>. Cet acquis a permis au FIS de croire qu'il disposait d'espaces publics inviolables — à l'image mystifiée de ce qu'a été *Médine* aux premiers temps de l'islam — , au moyen desquels il pensait pouvoir faire pression sur le gouvernement de Hamrouche<sup>825</sup>.

Cependant, cet optimisme sera très vite démenti par la tournure extrêmement violente des événements. En effet, cela serait oublier que le grand contentieux opposant conservateurs et réformateurs au sein du régime était toujours présent. Les conservateurs œuvrant pour le maintien du système politique et de leurs privilèges économiques, voyaient un danger grandissant dans les réformes de Hamrouche<sup>826</sup>. Mais le danger le plus grand pour l'armée, actrice incontournable dans l'échiquier politique algérien, c'était cette incapacité qu'elle percevait chez Hamrouche de pouvoir faire face à la pression exercée par le FIS et surtout, la faiblesse dont il aurait fait preuve en accordant aux dirigeants de ce parti le droit d'occuper les places publiques, mettant ainsi en péril l'État tout entier<sup>827</sup>. Comme le soulignait M. Benchikh, c'est sans doute la raison pour laquelle Hamrouche fut contraint de démissionner le 2 juin 1991<sup>828</sup>. Mais c'est aussi sans doute la raison pour laquelle il fut donné l'ordre aux forces de sécurité d'intervenir pour évacuer les places publiques par la force<sup>829</sup>.

<sup>822</sup> Entretien avec Rabah, ancien djihadiste, op.cit.

<sup>823</sup> Miloud Zaater, *L'Algérie, de la guerre à la guerre (1962-2003)*, op.cit, p. 99.

<sup>824</sup> Séverine Labat, *Les Islamistes algériens*, entre les urnes et le maquis, op.cit, p. 117.

<sup>825</sup> Smail Hadj Ali, « l'islamisme dans la ville, l'espace urbain et contre centralité », in *Espaces publics, paroles publiques: au Maghreb et au Machrek* (Editions L'Harmattan, 1997), pp. 159-168.

<sup>826</sup> Madjid Benchikh, *Algérie: un système politique militarisé*, op.cit, p. 25.

<sup>827</sup> Cette perception est très palpable dans les écrits de l'ancien général-chef d'État major et ministre de la Défense Khaled Nezzar, *Mémoires du général Khaled Nezzar* (Chihab édition 2000). voir aussi : *Algérie: échec à une régression programmée* (Publisud, 2001).

<sup>828</sup> Madjid Benchikh, *Algérie: un système politique militarisé*, op.cit, p. 25.

<sup>829</sup> Dans son entretien accordé au journal arabophone Ech-Chourouk (déjà cité), Kamel Guemazi se demandait qui pouvait prendre la décision d'entreprendre l'évacuation musclée des places publiques (le 4 juin), alors que Hamrouche qui était mandaté par Chadli avait déposé sa démission le 2 juin. Laissant ainsi comprendre que pour lui, les décisions ne se prenaient pas au sein du gouvernement, mais dans d'autres sphères du pouvoir.

Dans la nuit du 3 au 4 juin, les forces de l'ordre investissent les places publiques occupées par les militants du FIS. Mais, même surpris dans leur sommeil, ces derniers parviennent à leur opposer une résistance acharnée jusqu'au matin. Dans la journée du 4 juin, l'on assista à des scènes de combats de rue où des coups de rafales ont causé la mort de dizaines de victimes<sup>830</sup>. Craignant un débordement généralisé, Chadli décide de faire intervenir l'armée qui fera sortir les chars au matin du 5 juin. Il décrète l'état de siège pour 4 mois, et annonce le report des élections législatives initialement prévues pour le 27 juin<sup>831</sup>.

Ayant le sentiment d'avoir été trahis par le régime, les dirigeants du FIS élaborent une stratégie à deux dimensions. La première était de continuer à se préparer pour la participation aux élections législatives repoussées en décembre 1991 : *« l'annonce de l'état de siège le 5 juin a été accompagnée d'une rupture de contact avec le pouvoir, de même qu'elle a été marquée par un début d'arrestation des militants [...], le pouvoir n'a pas opté pour le dialogue, mais pour un autre choix. Les autorités avaient insisté sur l'organisation des élections le 27 juin et nous avons déposé les dossiers de candidatures dans toutes les circonscriptions pour prouver notre bonne foi et notre volonté de participer aux élections quelle que soit l'issue des événements »*<sup>832</sup>. Guemazi.

La deuxième stratégie consistait à préparer des réponses jugées adaptées à d'éventuelles arrestations contre les dirigeants politiques du FIS. Pour ce faire, un document comportant 22 points a été élaboré pour organiser « l'autodéfense du parti » : *« le 6 juin, lorsqu'on a senti qu'il y avait quelque chose qui se tramait contre nous, un document a été préparé, stipulant qu'en cas d'arrestation des dirigeants du FIS, les bureaux exécutifs devaient choisir une autre direction et continuer le travail (...). Quand ces notes sont sorties, on était toujours en période de grève. Des voitures non identifiées tiraient sur les gens comme ce fut le cas durant les événements d'octobre (1988). Il y avait aussi des descentes dans les mosquées et dans les quartiers, et plein d'autres choses qui prédisaient l'escalade. C'est dans ce contexte que ce document est venu énumérer la manière de défendre les quartiers et les mosquées »*. Guemazi

---

<sup>830</sup> Les chiffres sur le nombre exact de morts et de blessés sont restés très vagues. J.J Lavenue citant plusieurs sources a avancé le chiffre de 3 à 6 morts pour la journée du 4, voir : Jean Jacques Lavenue, *Algérie, la démocratie interdite*, op.cit, p 144. Al-Ahnaf, Botiveau et Frégosi ont avancé le chiffre de 17 morts pour la même période, voir : Al-Ahnaf, Botiveau, et Frégosi, *L'Algérie par ses islamistes*, p 318. Enfin le président de la ligue des droits de l'homme (LDDH) Ali Yahia Abdenour, citait le chiffre de 84 morts dans la période du 25 au 30 juin. Voir : Ali-Yahia, *Algérie, raison et déraisons d'une guerre*, op.cit, p.199.

<sup>831</sup> Al-Ahnaf, Botiveau, et Frégosi, *L'Algérie par ses islamistes*, p. 318.

<sup>832</sup> Entretien avec Kamel Guemazi, in journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit.

**Encadré 12**

*Les directives en 22 points rédigées et signées par Abassi Madani et Ali Benhadj le 6 juin 1991*<sup>833</sup>

1. Transgresser le couvre-feu à partir de minuit au takbir (Allahou Akbar) et rassemblement se déplaçant rapidement à travers les quartiers.
2. L'autodéfense et la lutte dans les quartiers s'imposent, et chaque quartier décidera des moyens adéquats de sa résistance.
3. Surveillance des mosquées et des points stratégiques des communes, avec une tactique qui permettra d'éviter d'autres victimes.
4. Éviter la confrontation collective avec l'armée et dégager un plan de résistance efficace.
5. Poser des barrages sur les routes des communes, éviter « la prise » ou l'assaut.
6. Organiser des patrouilles ininterrompues dans les communes ou quartiers 24h/24h.
7. Mettre hors état de fonctionner tout les lieux et moyens de la police en particulier, et ceux de la gendarmerie et de l'armée de manière générale (radars et leurs centres).
8. Empêcher l'arrestation des frères dans leurs domiciles, ainsi que les perquisitions par la résistance.
9. Dans le cas de l'arrestation des dirigeants du FIS, nous devons en faire de même à l'égard des personnalités importantes, en nous gardant de les torturer, porter atteinte à leur intégrité physique en vertu de la charia.
10. Les éléments opérationnels et mobiles doivent éviter de se regrouper dans les endroits connus par les services de sécurité.
11. Formation de groupes d'assaut organisés contre les centres névralgiques qui atteignent l'ennemi, rejoignant les wilayas avoisinantes et les djebels.
12. Organiser de petites marches dans les quartiers et particulièrement les quartiers populaires en dehors des heures de couvre-feux.
13. Les mosquées sont tenues de jouer leur rôle pour la da'wa (prédication) et de relever le moral à tout moment.
14. Dans le cas d'arrestation d'individus faisant partie des services de renseignements et de la police, éviter qu'ils ne soient torturés, s'assurer qu'ils soient bien nourris, de leur assurer une détention conforme aux pratiques du prophète et de ne les livrer à aucune partie, sauf sur ordre de la direction du FIS, en gardant le secret absolu sur le lieu de leur détention.
15. À chaque wilaya, chaque Daïra, et commune, sa façon d'organiser sa défense.
16. Endommager l'éclairage des rues, de nuit.
17. Préparer les moyens de dissuasion suffisants pour la défense de la religion, des personnes, des biens, et de la dignité.
18. Établir les listes des morts, des disparus et blessés dans chaque quartier.
19. Aider à l'évasion des soldats, policiers et gendarmes qui se livrent ou se rendent.
20. La nécessité de continuer la grève en procédant à l'escalade.
21. Les commerçants sont tenus d'ouvrir leurs locaux jusqu'à la prière du Dohr pour minimiser les dommages.
22. L'arrêt de la grève ne peut être décidé que par les cheikhs Abassi Madani et Ali Benhadj qui sont mandatés par le conseil consultatif. Cette annonce sera télévisée.

Extrait traduit du document rédigé par la direction du FIS le 6 juin 1990 (signé par Abassi Madani et Ali Benhadj)

Ce document qui énumère effectivement les modes d'action à suivre en cas de décapitation de la direction du FIS par les autorités, semblait s'inscrire dans une série de mesures tactiques pensées par les dirigeants du parti afin d'anticiper les coups émanant du régime au pouvoir. L'usage de la violence y est ainsi prescrit, mais restreinte et « calibrée »

<sup>833</sup> Cette traduction de ces directives en 22 points s'appuie sur une photocopie de la version originale (en manuscrit) publiée dans Boumezbar et Djamila, *L'islamisme algérien, de la genèse au terrorisme*, op.cit, p 220-222. Elle s'appuie aussi sur une coupure de presse publiée dans : بوكليخة, الجبهة الإسلامية للإنقاذ إنتصار ثم إنتحار - الجبهة الإسلامية للإنقاذ ظالمة أو مظلومة, p 238.

Traduc : Yahia Bouklikha, le Front islamique du salut, de la gloire au suicide, op.cit, p 238.

(tout au moins en théorie<sup>834</sup>) dans le but de faire pression sur le régime et reprendre la main. Plus encore, si l'on observait attentivement le 22<sup>ème</sup> point, l'on comprendrait aisément que le document a été élaboré de manière à prémunir les hauts dirigeants du FIS contre d'éventuelles arrestations, dans la mesure où les directives énoncées ne pouvaient prendre fin qu'avec la signature de Abassi Madani et Ali Benhadj qui devaient l'annoncer par la voix des médias. Enfin, ce document contient un répertoire d'action diversifié qui comporte aussi bien des actions de protestations pacifiques (marches, sit-in, fermetures de commerces, actions de prédication...etc.), que des actions violentes (destruction de l'éclairage public, groupes d'assaut organisés contre les centres névralgiques qui atteignent l'ennemi, enlèvements de personnalités importantes... etc.).

Après des négociations entamées avec le nouveau premier ministre Ahmed Ghazali (installé le 5 juin au gouvernement), les deux parties sont finalement arrivées à une entente verbale sur l'arrêt de la grève qui a été annoncée le 7 juin. En contrepartie, le gouvernement devait revenir sur les réformes électorales contestées, et préparer des présidentielles anticipées<sup>835</sup>. Par conséquent, le contenu du document rédigé le 6 juin, qui était resté secret jusque-là, devenait en principe caduc. Seulement, sur le terrain, les stratégies du pouvoir et du FIS n'ont pas changé : alors que le premier poursuivait les arrestations de militants, le deuxième pratiquait toujours un discours ambigu jouant entre l'apaisement et le brandissement de la menace du djihad, présageant ainsi de la continuité dans l'escalade.

Dans ce cas de figure, la violence se banalise, mais ne se ritualise pas, car les réponses apportées pour chaque *coup* donné par un adversaire sont loin d'être proportionnées<sup>836</sup>. L'exemple le plus illustratif de cette logique, est celui des heurts qui ont débuté le 25 juin 1991, et qui ont vu s'opposer les forces de l'ordre aux militants du FIS à propos des pancartes accrochées sur les façades des sièges communaux. Les autorités ont entrepris d'arracher ces pancartes, en raison du slogan qu'elles contenaient : « *communes islamiques* ». L'action

---

<sup>834</sup> En effet, bien que le document ne mentionne à aucun moment de manière expresse l'usage d'armes de quelque nature que ce soit, il semble pour le moins difficile d'imaginer la destruction de lieux et de moyens apparentant à la gendarmerie, à la police ou à l'armée (point n° 7) sans insérer cette action dans une opération de type armé.

<sup>835</sup> Séverine Labat, *Les Islamistes algériens*, entre les urnes et le maquis, op.cit, p.118.

<sup>836</sup> Pour Yves Michaud, la ritualisation prend son sens « lorsqu'à des actions déterminées les adversaires peuvent donner des réponses appropriées et proportionnées et s'entendent ainsi sur certaines formes du conflit. Voir : Yves Michaud, *Violence et politique*, op.cit, p. 76.

entamée dans ce sens par les autorités, a conduit à de violents affrontements qui ont provoqué la mort de 14 militants du FIS<sup>837</sup>.

Pour Bouklikha et Merrani, l'escalade entre les deux camps était due au double discours émanant des instances du parti, qui alternaient entre apaisement et incitation à la violence : « dans le but de calmer un peu le jeu, le Conseil consultatif avait donné des instructions aux communes à majorité FIS, leur notifiant de ne pas s'opposer à l'armée si elle venait à procéder à l'enlèvement des slogans accrochés sur les façades des sièges de communes. Il était convenu que la direction prenne ce problème en charge en entamant des discussions avec le gouvernement. Mais un groupe restreint proche de Abassi, a donné des contre-directives [...], ce qui a mené à des affrontements violents à Bab El Oued et Bach Djarah (Alger), qui ont fait de nombreuses victimes [...]. Afin d'arrêter l'effusion de sang, les partisans du dialogue ont tenté d'établir des négociations avec les autorités [...] c'est alors que Bachir Fakh, furieux, a pris contact avec le commandement de l'état de siège [...]. Je lui ai donné rendez-vous devant le palais du gouvernement avec Ahmed Merrani [...]. Le commandement était disposé tout comme le chef du gouvernement, à donner une suite favorable à certaines de nos revendications [...], et quand nous sommes retournés au Conseil pour lui faire part des résultats de nos discussions, Hachani (membre du Conseil) a rétorqué [quelle est la contrepartie de ces généreuses dispositions ?!], alors Merrani et Fakh ont répondu [en contrepartie d'une accalmie...] mais il leur a répondu : [non ! nous voulons l'escalade !] »<sup>838</sup>. Bouklikha

« Nous avons demandé à nos interlocuteurs (les autorités) de donner l'ordre à la police de se retirer et d'interrompre le démantèlement des pancartes. En contrepartie, nous avons proposé de les enlever par nous même afin d'éviter que le sang ne continue de couler. Nous sommes retournés satisfaits au Conseil qui était en réunion, nous leur avons dit que nous avions une bonne nouvelle [...], Hachani nous a dit : [pour quelle contrepartie ?] nous leur avons dit : pour calmer les esprits et arrêter l'effusion de sang. Mais Hachani a dit : [nous sommes en train de mener à une escalade, et vous, vous nous parlez d'accalmie ?!]. Ensuite, il nous ont lu un communiqué qui ressemblait à une déclaration de guerre [...] il ont menacé de proclamer le djihad [...] mais Dieu merci nous sommes parvenus à empêcher que ce communiqué ne soit publié [...] »<sup>839</sup>. Merrani.

<sup>837</sup> Guemazi notait que les mesures visant à supprimer les frontons des “mairies islamiques” ont été annoncées le jeudi 20 juin, avant d'être appliquées le 25 juin (au lendemain de la fête de l'Aïd). Ce moment choisi par les autorités l'a conduit à se demander pourquoi ces dernières avaient décidé de les ôter dans ce contexte si délicat où la tension était à son comble, alors que ces pancartes étaient accrochées depuis des mois. Entretien avec Guemazi dans le journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit.

<sup>838</sup> بوكليخة، الجبهة الإسلامية للإنقاذ إنتصار ثم إنتحار - الجبهة الإسلامية للإنقاذ ظالمة أو مظلومة. p. 240.

Traduc : Yahia Boulikha, le Front islamique du Salut, de la gloire au suicide, op.cit, p 240.

<sup>839</sup> Entretien avec Ahmed Merrani, in journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit.

Cet épisode fut un tournant décisif dans la vie politique du FIS. Conséquence directe du climat d'escalade provoqué par la grève, les affrontements autour de la question de la suppression des pancartes des sièges communaux, feront émerger au grand jour les graves divergences au sein du parti. En effet, le 25 mai 1991, dans une première apparition en direct à la télévision d'État, Merrani, Fakih et Sahnouni, ont dénoncé "les agissements de Abassi Madani", et se sont déchargés « de toute responsabilité quant au sang qui pourrait couler à la suite des événements qui allaient s'annoncer » selon eux<sup>840</sup>. Mais la deuxième apparition télévisée du 29 juin 1991 fut sans aucun doute la plus cruciale, car elle mènera à l'arrestation des plus hauts dirigeants du FIS dans la journée du 30 juin<sup>841</sup>. Dans cette intervention enregistrée à la station régionale d'Oran, Merrani, Fakih et Mohamed Al Imam, ont apporté des critiques sévères contre ce qu'ils considéraient comme un discours prônant la violence, tout en divulguant l'existence du document rédigé le 6 juin par Abassi Madani et Ali Benhadj<sup>842</sup>.

L'arrestation de Madani et Benhadj, en compagnie de 5 autres membres du *Majliss Al Choura* a aggravé la fragilité interne du parti. Elle a en effet affaibli ses moyens de contrôle sur la base militante. Mais elle n'a pas pour autant conduit à la proclamation du djihad, tant un minimum de canaux de négociation étaient toujours ouverts avec le reste des dirigeants restés à la tête du FIS. Ce parti, bénéficiant encore d'une existence légale, pouvait espérer arriver à une solution concrète s'il parvenait à s'imposer lors des élections législatives qui s'annonçaient en décembre 1991. À ce propos, Jean-Jacques de Lavenue notait que ces législatives allaient conditionner l'unité ou la désintégration à venir du parti, dans la mesure où seule une victoire électorale semblait à même de préserver son « unanimité de façade »<sup>843</sup>.

<sup>840</sup> Entretien avec Ahmed Merrani, in Journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit.

<sup>841</sup> Il s'agissait en l'occurrence de : Abassi Madani, Ali Benhadj, Ali Djeddi, Abdelkader Boukhamkham, Kamel Guemazi, Abdelkader Omar et Nouredine Chiragra.

<sup>842</sup> Selon Guemazi, qui a été arrêté en possession de ce document, la plupart des membres du *Madjliss Al Choura* (y compris lui-même) ignoraient le contenu de ce document, et ce, pour la simple raison que les instructions qu'il contenait n'étaient plus d'actualité après l'annonce de l'arrêt de la grève le 7 juin 1991 et les accords que le FIS aurait contractés verbalement avec le nouveau gouvernement de Ghazali : « *Lorsque Merrani a parlé de ce document, un laps de temps s'est écoulé, du 6 juin jusqu'au 29 juin, nous avons oublié ce communiqué, lorsque j'ai voulu partir à la télévision (pour répondre aux propos de Merrani), j'ai voulu savoir ce qu'il contenait, mais personne ne l'avait lu. Alors je suis allé le demander au siège du parti, Abderrezak Radjam m'a donné une copie que j'ai mise dans mon cartable [...] et j'ai été arrêté dans la même journée [...]* ».

<sup>843</sup> Jean-Jacques Lavenue, *Algérie, la démocratie interdite*, op.cit, p. 162.

### 3.1 L'interruption du processus électoral et les débuts de l'action armée

Nous serions sans doute bien naïfs de négliger le rôle de certaines sphères liées au pouvoir algérien, visant à entraîner le FIS dans l'escalade dont il a été l'un des acteurs durant la grève de mai/juin 1991. Comme il serait tout aussi naïf, de penser que ce pouvoir ait cherché de manière inéluctable à empêcher le FIS de participer aux élections législatives de décembre 1991.

En réalité, il semble que dans une certaine mesure, le régime algérien a lui aussi adopté une double stratégie : la première consistait à pousser le FIS à se radicaliser afin d'affaiblir le poids de son électorat et faire éclater ses structures dirigeantes au plus haut niveau. Cet objectif semble avoir été partiellement atteint au vu dissensions perceptible au sein du FIS. Il ne restait donc qu'à faire en sorte que son électorat puisse se disperser vers les autres partis politiques existants, notamment le FFS et le FLN, ou tout simplement, l'amener à rejoindre les rangs des abstentionnistes déçus.

Ceci nous ramène à la deuxième stratégie qui consistait à s'assurer que le FIS puisse participer aux législatives, et faire en sorte que les conditions dans lesquelles il allait aborder ces élections lui soient défavorables. Cette démarche aurait théoriquement conduit à l'affaiblissement du FIS tout en préservant les apparences légales et démocratiques du système politique algérien en faisant l'économie d'une répression féroce. D'où la nécessité d'une loi électorale taillée sur mesure<sup>844</sup>, et la volonté manifeste chez les autorités, d'encourager les courants de la *Djazara et des pro-Madani* - conduits respectivement par Mohamed Said et Abdelkader Hachani - à prendre les commandes de la direction du FIS, suite à la fameuse conférence tenue à Batna le 25 et 26 juillet 1991 (voir l'encadré n°13)<sup>845</sup>.

---

<sup>844</sup> Il est à souligner que Sid Ahmed Ghazali a tenté dès son arrivée au gouvernement, de faire réviser cette loi électorale concoctée par Hamrouche. Il a donc présenté un nouveau projet de loi sur cette révision devant l'Assemblée nationale, et ce, à partir du mois de septembre. Cependant, son projet a rencontré une farouche opposition au sein de l'assemblée contrôlée par le FLN. Son projet sera vidé de sa substance par la commission juridique, le mode de scrutin adopté restant toujours le même. Seul changement significatif, le nombre de circonscriptions a été porté à 432. Voir : Fawzi Rouzeik, « Algérie 1990-1993, une démocratie confisquée », in dir : Pierre Robert Baduel, *L'Algérie incertaine*, Revue du monde musulman et de la méditerranée (REMMM), éd EDUSUD, 2<sup>ème</sup> éd du n°65, 1992/3, pp. 29-60.

<sup>845</sup> Cette posture adoptée par le pouvoir en place face à Hachani, semble contredire les témoignages de Merrani et Bouklikha. Ces derniers avaient en effet soutenu que Hachani était un partisan de l'escalade.

**Encadré 13**La conférence de Batna<sup>846</sup>

Après l'arrestation d'une partie des plus hauts dirigeants du FIS (notamment Abassi Madani et Ali Benhadj), Abdelkader Hachani et Mohamed Said décident d'organiser une conférence à Batna dans le nord-est de l'Algérie. C'est Hachani qui se chargera de le faire, puisque M. Said sera arrêté quelques jours après les autres dirigeants du FIS. Cette conférence est connue sous le nom de « *Mou'tamar al wafaa* » (conférence pour la fidélité). Il sera question de réorganiser les structures du parti en élargissant le Conseil consultatif aux représentants des bureaux exécutifs des wilayas. Mais ce que l'on retiendra le plus de cette conférence, c'est cette prise de contrôle de la direction du FIS par Hachani. Celui-ci entamera une sorte d'épuration de la direction du parti en écartant de nombreux salafistes au profit des éléments restés fidèles à Madani. Pour consolider cette démarche il procéda à un rapprochement avec la tendance de la Djaz'ara qui était favorable à la ligne de Abassi. Au terme de cette conférence, il fut aussi décidé le gel de l'adhésion de certains membres jugés trop proches du pouvoir ( en l'occurrence : B. Zebda, Kerrar, Sahnouni, hostiles à Abassi) et d'autres membres jugés trop radicaux (il s'agit de Makhloufi et Kharbane).

Si le régime algérien a tenu à favoriser ces deux tendances au sein du Conseil consultatif du FIS, ce n'est pas tant pour leur modération connue, que pour le peu d'emprise qu'elles étaient supposées détenir (aux yeux du pouvoir) sur les militants et sympathisants du parti islamique, en raison de leur caractère élitiste<sup>847</sup>.

<sup>846</sup> Pour plus de détails sur la Conférence de Batna, voir : الطويل, الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر, p. de 32 à 49 . Traduc : Kamil Al Touil, le mouvement islamique armé algérien, op.cit, p de 32 à 49. Voir aussi Séverine Labat, les islamistes algériens, entre les urnes et le maquis, op.cit, p. de 119 à 124.

<sup>847</sup> Dans son ouvrage sur la tentative de conquête du pouvoir par le FIS, le journaliste algérien Amin Touati avait dressé un portrait de Hachani en sous-estimant largement ses capacités d'orateur : « *Hachani n'a pas le tempérament des prêches enflammés, c'est un technicien plus qu'un orateur, un homme rusé et intelligent plus qu'un militant passionné et éloquent* ». Voir : Amin Touati, *Algérie, les islamistes à l'assaut du pouvoir*, op.cit, p. 95. Il n'est pas inutile de souligner que Hachani fut celui qui conduira le FIS à la victoire du premier tour des élections législatives de décembre 1991.

Cependant, cette double stratégie menée par le pouvoir algérien se révéla être un échec sur deux volets essentiels : le premier est que le régime algérien a largement sous-estimé l'habileté politique du nouveau leader du FIS, Abdelkader Hachani. Celui-ci a su manœuvrer de manière à conserver la ligne politique initiée par Abassi Madani, et à neutraliser le poids de l'opposition de l'aile « anti-madaniste » (notamment les salafistes) au sein du nouveau Conseil consultatif.

Connue pour être une tendance technocratique et favorable à la participation politique, la tendance pro-Madani semblait avoir réussi à réaliser un compromis par lequel l'unité du parti paraissait préservée (du moins en apparence). Le deuxième volet de cet échec réside dans l'issue du premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991. En effet, alors que les calculs du chef du gouvernement Sid Ahmed Ghazali, prévoyaient une représentation très diversifiée au sein de la nouvelle assemblée élue, les résultats du premier tour de ces élections sont venus apporter un démenti catégorique à travers une large victoire obtenue par le FIS avec 188 sièges contre 25 pour le FFS et seulement 15 pour le FLN<sup>848</sup>.

Ainsi, même si le FIS a perdu environs 1 200 000 voix par rapport aux élections communales de 1990, il demeurait tout de même le premier parti du pays, et se dirigeait vers une victoire quasi certaine au second tour des législatives<sup>849</sup>.

**Tableau 10 : Résultats du premier tour des élections législatives du 26 décembre 1991**

	Nbre	% insc.	% exprimés
<b>FIS</b>	3 260 222	24,59%	47,27%
<b>FLN</b>	1 612 947	12,17%	23,38%
<b>FFS</b>	510 661	3,85%	7,40%
<b>Indépendants</b>	309 264	2,33%	4,43%
<b>RCD</b>	200 267	1,51%	2,90%
<b>Autres partis</b>	1 004 358	7,58%	14,56%
<b>Dont HAMS</b>	368 697	2,78%	5,35%
<b>Petit partis</b>	635 761	4,80%	9,21%

Source : Jacques Fontaine, quartiers défavorisés et vote islamiste à Alger, in dir : Pierre Robert Baduel, *l'Algérie incertaine*, op.cit.

Mais ce second tour n'aura pas lieu, car dans la soirée du 11 janvier 1992, le président Chadli Bendjedid annonçait sa démission de la présidence de la république. Plus encore, dans la même soirée, on apprend que le président démissionnaire avait déjà procédé à la dissolution

<sup>848</sup> Madjid Benchikh, « Les obstacles au processus de démocratisation en Algérie », op.cit.

<sup>849</sup> Fawzi Rouzeik, « Algérie 1990-1993, une démocratie confisquée », op.cit.

de l'Assemblée populaire nationale le 4 janvier<sup>850</sup>. Et pour finir, le Conseil constitutionnel déclarait que son président, Abdelmalek Benhbiles n'était pas apte à prendre en charge la fonction du chef de l'État en raison d'un vide constitutionnel<sup>851</sup>. Ce qui amena le Haut Conseil de Sécurité à annoncer le 12 janvier 1992, que le processus démocratique ne pouvait continuer « sans l'existence des conditions nécessaires permettant le fonctionnement normal des institutions ». C'est sur cette base que fut décidée l'annulation du deuxième tour des élections législatives prévues le 16 janvier 1992, et la création d'un haut comité d'État composé de cinq membres, présidé par Mohamed Boudiaf<sup>852</sup>. Ce dernier signe de manière formelle, le 9 février 1992, l'instauration d'un état d'urgence que l'armée avait préalablement décidé et préparé. Comme le notait Madjid Benchikh, l'instauration de cet état d'urgence « a permis de rendre légale l'annulation des débats et réunions publiques, et donc d'anesthésier la scène politique »<sup>853</sup>. Le champ politique se retrouvait de fait fermé, notamment pour le FIS dont la dissolution sera prononcée par la chambre administrative de la cour d'Alger, le 4 mars 1992<sup>854</sup>.

Le déroulement des événements donne finalement raison à deux courants au sein de la mouvance islamique : le premier était celui des salafistes traditionalistes (pieux) qui préconisaient un travail de prédication basé sur les tissus associatifs, sans passer par la création d'un parti politique. Le deuxième était celui des salafistes djihadistes, qui dès le départ, doutaient des intentions du régime en place de laisser un État islamique s'instaurer en Algérie. Ce qui les a amenés à faire le choix de l'action armée, en laissant tout de même une chance à l'initiative politique du FIS, qui tout au moins, leur accordait un temps de préparation pour le djihad.

### 1) Des premières actions armées à la constitution des groupes djihadistes

Au-delà de l'échec de la double stratégie adoptée par le régime algérien pour contenir la domination du FIS sur la scène politique, l'interruption du processus électoral par une

<sup>850</sup> Jean Jacques Lavenue, *Algérie : la démocratie interdite*, op.cit, p. 176.

<sup>851</sup> L'argument présenté par le Conseil constitutionnel était que le cas représenté par la vacance de l'Assemblée populaire nationale par dissolution ainsi que la vacance de la présidence de la république par démission ne figurait pas dans les textes de la constitution de 1989. Sur ce point précis Voir :Madjid Benchikh, *Algérie : un système politique militarisé*, op.cit, p 166 et Jean Jacques Lavenue, *Algérie : la démocratie interdite*, p 176.

<sup>852</sup> الطويل, الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر. op.cit, p. 48.

Traduc : Kamil Al Touil, *le mouvement islamique armé en Algérie*, op.cit, p. 48.

<sup>853</sup> Madjid Benchikh, *Algérie : un système politique militarisé*, op.cit, p. 134.

<sup>854</sup> Belkacem Ahcene-Djaballah, *FIS: chronologie d'une mort annoncée, 23 mai 1991-5 octobre 1992* (Dar el gharb, 2005), p. 241.

simple décision de justice, semble être un autre échec fondamental pour ce régime. Ainsi, comme l'écrivait Ali Yahia Abdenour, les autorités algériennes ont cru pouvoir régler une crise par des instruments purement juridiques en interdisant le FIS, alors même que ce dernier représentait une réalité sociale et politique<sup>855</sup>. Depuis le début des grandes tensions en mai 1991, la gestion des crises à coup d'amendements et de décisions juridiques, convaincra les plus radicaux des militants et sympathisants du FIS que la confrontation violente avec le pouvoir était inévitable. Selon Rabah, un ancien membre d'un groupe armé, la préparation au djihad semblait être une évidence tant la confiance entre les autorités centrales et le FIS était fragile : « *Quand une équipe de football va jouer dans la jungle africaine, tu ne t'attends pas à être reçu par des fleurs. L'équipe adverse voudra gagner coûte que coûte, et donc tu vas avoir des problèmes d'attentes à l'aéroport, à l'hôtel... etc., bref, attends-toi à avoir beaucoup d'obstacles. Et donc, tu te prépares avant d'y aller pour affronter ça. C'était la même chose pour le FIS, la plupart de ses dirigeants savaient que le régime n'avait aucune parole, qu'il allait les trahir et qu'il ne lâcherait pas prise facilement. Et donc, ils se sont préparés à prendre les armes au cas où ça tournerait mal. Avant même l'arrêt du processus électoral, nous savions que beaucoup étaient déjà prêts à prendre le maquis. Je sais que des instructions ont été données pour que toutes les communes du FIS se préparent à cette éventualité. Il ne s'agissait pas spécialement de se doter d'armement, d'ailleurs très peu d'entre nous en disposait, le plus important était de se préparer mentalement, de manière à être prêt à nous défendre si l'État décidait de s'en prendre à nous. Pour ce qui était de l'acquisition des armes, c'était encore plus facile de les avoir »<sup>856</sup>.*

Jusqu'à la veille de l'interruption du processus électoral, on ne pouvait guère proprement parler d'action armée sous l'autorité du FIS. Comme nous l'expliquait Mokhtar, un ancien djihadiste, il existait une multitude de petits groupes aux effectifs relativement restreints en nombre, sous-armés, et très hésitants à passer à l'action, en l'absence de directives claires émanant des plus hauts cadres du FIS. Là aussi, le facteur du manque de confiance semblait sérieusement se poser. Seulement, cette fois-ci, c'est au sein même de ces groupes que ce manque de confiance se manifestait, de manière à peser lourdement sur le choix du passage à l'acte :

*« Au départ c'était des petits groupes originaires de ma commune qui ont commencé à s'organiser petit à petit, mais il y avait un problème de confiance. Ils ne se connaissaient pas assez. La plupart étaient de quartiers différents, il a fallu du temps pour que la confiance prenne place. Il*

---

<sup>855</sup> Ali-Yahia Abdenour, *Algérie : raisons et déraisons d'une guerre*, op.cit, p. 198.

<sup>856</sup> Entretien avec Rabah, ancien djihadiste, op.cit.

*faut savoir que nombreux étaient les groupes déjà surveillés par les renseignements et les risques d'infiltration étaient très présents d'où le manque de confiance »<sup>857</sup>.*

Cette question du manque de confiance semble aussi avoir été un facteur déterminant pour Rachid, un ex-militant du FIS. Pour ce dernier, la carrière militante au sein du FIS s'achèvera lorsque le recours à l'action armée est devenu une option sérieusement envisagée. Cette défection ne résultait pas tant de son hostilité au djihad contre le régime algérien, qu'aux risques que pouvaient courir les militants du FIS en s'engageant dans « une action armée mal dirigée dans un climat de quasi-paranoïa » : « *juste après l'annulation des élections, les frères ont commencé à s'activer, mais j'avais l'impression que tout le monde était dans le flou total. Tu vois un type arriver que tu ne connais pas, et on te dit qu'il va s'occuper de l'organisation du groupe, qu'il va être l'émir !...Moi, ça me posait un énorme problème, d'abord je ne savais pas qui était ce type réellement. Il ne résidait pas dans ma commune, et il n'était pas du bureau exécutif du FIS de ma commune, puisque je connaissais tous ses membres. Je ne pouvais pas prendre de risque, j'avais la rage contre l'État...c'est vrai, mais je ne pouvais pas me jeter dans le vide comme un idiot* »<sup>858</sup>.

En réalité, cet état d'esprit reflétant un climat de méfiance généralisé, était déjà présent bien avant l'interruption du processus électoral. On se souvient que la direction du FIS avait déjà dénoncé une tentative du pouvoir visant à l'impliquer dans des actions armées qui ont coûté la vie à des soldats algériens<sup>859</sup>. On peut citer le cas de l'attaque de Guemmar où un commando composé d'une quarantaine d'éléments armés a attaqué le 29 novembre 1991, un poste militaire à la frontière algéro-tunisienne, causant la mort d'une dizaine de soldats algériens<sup>860</sup>. Le groupe qui avait mené cette attaque comprenait effectivement des militants du FIS, mais il fut établi que ces derniers ne prenaient pas leurs ordres de la direction du parti (qui était en pleine préparation des législatives), mais d'un certain Al Tayeb Al Afghani, de son vrai nom Aissa Messaoudi.<sup>861</sup> Celui-ci était un ancien de la guerre en Afghanistan, et a rejoint le FIS à l'ouverture démocratique en embrassant le travail syndical au sein du SIT (Syndicat

<sup>857</sup> Entretien avec Mokhtar, ancien militant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé (AIS), âge, 51 ans, profession, entrepreneur dans le BTP.

<sup>858</sup> Entretien avec Rachid, ancien militant du FIS, âge : 66 ans, profession : fonctionnaire, niveau d'étude terminal (lycée). (mai 2011).

<sup>859</sup> الطويل, الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر. *op.cit*, p 44.

Traduc : Kamil Al Touil, *le mouvement islamique armé en Algérie*, *op.cit*, p 44.

<sup>860</sup> Ce groupe sera neutralisé par l'armée le 9 décembre 1991, dans le sud de Biskra (wilaya du Sud algérien). Bilan de l'opération : 17 morts, dont 13 djihadistes. Voir : Jean Jacques Lavenue, *Algérie : la démocratie interdite*, *op.cit*, p 182. Voir aussi : Miloud Zaater, *L'Algérie, de la guerre à la guerre (1962-2003)*, *op.cit*, p. 106.

<sup>861</sup> الطويل, الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر. *op.cit*, p 44.

Traduc : Kamil Al Touil, *le mouvement islamique armé en Algérie*, *op.cit*, p. 44.

islamique du travail)<sup>862</sup>. Qu'il s'agisse d'une provocation d'un groupe islamique armé — contrôlé ou non par le FIS —, ou d'une quelconque manipulation visant à discréditer ce dernier, l'attaque de Guemmar constitua une rupture en matière de radicalisation violente chez les salafistes radicaux algériens épris du «petit djihad»<sup>863</sup>.

En effet, après la décapitation définitive du groupe de Tayeb Al Afghani le 23 février 1992<sup>864</sup>, d'autres actions armées se sont succédé telles que l'assassinat de 6 policiers à la casbah d'Alger (10/02/1992), l'attaque contre le chantier naval de l'amirauté d'Alger (13/02/1992), et l'attentat à la bombe à l'Aéroport d'Alger (26/08/1992)<sup>865</sup>. Cela dit, souvent, les groupes armés ne survivent que le temps d'une ou deux actions armées, comme nous le confiait Mokhtar : « *contrairement à ce qui se disait, la plupart des groupes étaient peu préparés sur le plan technique, il y avait beaucoup d'improvisation, et les plans de replis ne tenaient pas la route, il y avait un certain amateurisme. Mais ça, c'est un peu normal quand il n'y a pas d'expérience [...] c'était surtout les anciens d'Afghanistan qui fonçaient dans le tas (Zaddamin), ils étaient plus pressés que les autres, mais ils ont découvert que l'Afghanistan et les milieux urbains algériens n'avaient pas grand-chose en commun. Pour éviter que tout le monde ne soit pris après une seule opération menée par les frères, il fallait être plus discret, mieux organisé. Je pense qu'à ce moment-là, le maquis était l'endroit le plus sûr pour les effectifs fichés par les services de sécurité* »<sup>866</sup>.

Pour Rabah, l'empressement exprimé par ces premiers « groupes armés improvisés » ne constituait guère une stratégie rationnelle, car selon lui, une opération mal préparée pouvait conduire à l'anéantissement de tout le groupe :

« *C'était tout simplement des frères qui voulaient de l'action, du concret, ils ne connaissaient ni le stylo, ni le bureau, ni la politique. Le seul problème c'est qu'ils n'avaient pas assez d'armes, car ils avaient reçu des instructions selon lesquelles ils ne devaient pas encore prendre les armes. Il fallait conserver une réserve de militants prêts à agir militairement et qui ne soient pas fichés par les services de renseignement. Ils se contentaient du travail de logistique en attendant. Mais, lorsque tu commets l'erreur de foncer sans réfléchir dans des opérations mal préparées, tu mets tout le groupe en péril, les*

<sup>862</sup> Amar Benamrouche, *Grèves et conflits politiques en Algérie*, op.cit, p. 12.

<sup>863</sup> Sur cette notion du « petit djihad », revenir à l'introduction.

<sup>864</sup> Abderrahim Lamchichi, *L'islamisme en Algérie*, op.cit, p 241.

<sup>865</sup> Salah-Eddine Sidhoum, Chronologie d'une tragédie cachée, (11 janvier 1992-11 janvier 2002), publiée par Algeria-Watch, 11 janvier 2002. Lien internet : [http://www.algeria-watch.org/mrv/2002/chrono\\_1992.htm](http://www.algeria-watch.org/mrv/2002/chrono_1992.htm). Dernière consultation : le 15/06/2013.

<sup>866</sup> Mokhtar, ancien militant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

*renseignements vont aspirer le groupe de haut en bas en remontant toute la chaîne (ydjibouk sensla) ».*<sup>867</sup>

Peu préparées au départ, les autorités algériennes s'organisent progressivement sous le commandement du Général Mohamed Lamari, en mettant en place un dispositif sécuritaire mieux élaboré, notamment en matière de coordination antiterroriste<sup>868</sup>. Mais la répression menée par les différents corps de sécurité, va rompre l'équilibre fragile que le FIS était parvenu à maintenir. En effet, alors que jusqu'à la veille de l'interruption du processus électoral, les violences liées à la mouvance islamique étaient restées assez marginales (à quelques exceptions près), la répression féroce à laquelle ont fait face les militants du FIS, conduira une bonne partie de la composante modérée de ce dernier à se rallier à la logique de l'action armée<sup>869</sup>.

À ce propos, Rabah nous confiait que la répression menée par les autorités algériennes avait pour unique but de radicaliser de manière définitive la mouvance islamique restée fidèle au FIS. Selon lui, cette stratégie contenait aussi deux principaux objectifs : le premier était lié à l'identification des éléments radicaux ayant fait le choix de l'action armée<sup>870</sup>. Pour ce faire, les services de sécurité auraient procédé à des arrestations de masse et pratiqué la torture afin d'extirper les renseignements permettant de démanteler les réseaux urbains. Le deuxième objectif était directement lié au premier, car une fois l'objectif atteint, le reste des éléments qui seraient passés à travers les mailles des filets, devait rejoindre les maquis. Ce qui aurait facilité la tâche aux services de sécurité qui considéraient que la guerre qu'ils allaient mener dans les montagnes était censée être moins complexe qu'elle ne l'était en milieux urbains<sup>871</sup> :

*« Au début des premières actions, la plupart des éléments armés n'étaient pas encore identifiés en tant que tels par les services de sécurité. Au point que des fois, il arrivait qu'un élément abattait un policier dans la rue de deux balles dans la tête, partait ensuite tranquillement derrière un immeuble et ressortait de l'autre côté pour se mettre devant la foule en demandant ce qui s'était produit. L'alimentation des maquis a pris forme progressivement avec l'organisation des services de sécurité, et*

---

<sup>867</sup> Entretien avec Rabah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

<sup>868</sup> Agnès Levallois, *Algérie* (réactualisé par Omar Djemali) in dir : Jean Marc Balancie et Arnaud de La Grange, *Mondes rebelles : guerres civiles et violences politiques*, l'Encyclopédie des conflits, éd Michalon, 1999, pp. 1042-1072.

<sup>869</sup> François Burgat, *L'islamisme en face*, op.cit, p 155.

<sup>870</sup> Entretien avec Rabah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

<sup>871</sup> Ibid.

les actes de dénonciation à l'encontre de membres armés. Ceux-là devaient se mettre à l'abri quand ils étaient grillés, alors ils prenaient le maquis »<sup>872</sup>.

Ainsi, si l'on en croit Ahmed Ben Aicha, futur émir régional de l'AIS (Armée islamique du salut), la répression arbitraire menée par les services de sécurité, a conduit inéluctablement à la prolifération de petits groupes armés qui n'auraient pas eu d'autres choix que de se fédérer progressivement en reprenant l'ancienne appellation du premier maquis islamiste algérien, le MIA : « nous avons tout simplement décidé de nous défendre en commençant par rassembler des armes que nous avons achetées dans divers endroits [...], et puis nous avons commencé à former des groupes et des cellules ici, dans la wilaya de Chlef (à l'ouest d'Alger). Nous avons préféré armer ceux qui étaient déjà fichés et recherchés et risquaient d'être assassinés. Tout ceux qui étaient sous la menace de la répression, étaient convaincus par le principe de la défense légitime et nous ont rejoints. C'est ainsi que s'est formé un certain nombre de groupes armés dont chacun a adopté l'appellation du MIA (Mouvement islamique armé). Mais lorsque le GIA est apparu, nous avons pensé à former notre propre groupe armé fédérateur ». <sup>873</sup>

Les groupes armés se formaient donc de manière spontanée au fur et à mesure que la répression prenait de l'ampleur. Ce qui laisse supposer l'idée selon laquelle il existe un lien étroit entre répression et mobilisations contestataires chez la mouvance islamique radicale<sup>874</sup>. La répression menée par les services de sécurité s'inscrivait dans un contexte marqué par la montée en puissance de la contestation islamique contre l'autorité de l'État. Or si l'on s'appuie sur les travaux de Charles D. Brockett<sup>875</sup>, on s'aperçoit que la répression pratiquée durant une phase ascendante de la contestation ne décourage nullement la contestation, mais au contraire, conduit à l'augmentation du niveau de sa défiance (comprise dans son aspect violent et non violent): « *If state violence is increased after a protest cycle/cycle of contention is well underway, this repression is more likely to provoke even higher levels of challenge, both nonviolent and violent, rather than deter contention* » <sup>876</sup>.

<sup>872</sup> Entretien avec Rabah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

<sup>873</sup> Entretien avec Ahmed Ben Aicha, ancien émir de la région ouest de l'Algérie, in Journal arabophone Ech-Chourouk, le 23/04/2013.

<sup>874</sup> Hélène Combes et Olivier Filleule rappelaient avec insistance, l'importance de penser le répertoire d'action des protestataires en interaction avec celui des autorités. Voir : Hélène Combes et Olivier Filleule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire », *Revue française de science politique* Vol. 61, n° 6 (23 novembre 2011), pp. 1047-1072.

<sup>875</sup> Dans *Political Movements and Violence in Central America* (Cambridge University Press, 2005). C. D. Brockett se penche longuement sur les effets différenciés de la répression en analysant son application (au Salvador et au Guatemala) à chaque cycle de la protestation.

<sup>876</sup> Ibid, p. 327.

À ce propos, l'hypothèse de Mohammed M. Hafez, selon laquelle la répression réactive et indiscriminée influe considérablement sur l'engagement massif dans l'action radicale, nous paraît tout à fait plausible. Pour cet auteur, les « rébellions islamistes » sont le plus souvent des réactions défensives à des régimes trop répressifs qui ont du mal à appliquer leur répression dans des proportions maîtrisables. Ce qui a tendance à radicaliser plutôt qu'à décourager l'engagement massif dans l'action radicale violente<sup>877</sup>. Parmi les anciens activistes radicaux violents que nous avons pu interviewer, certains se sont attardés sur la question de la répression des services de sécurité et ce, afin de construire leur discours de justification de l'entrée en radicalité violente : « *Tout le mal est venu de là (Al Darba Gah Rahi Ltem). S'ils (les services de sécurités) n'étaient pas venus nous chercher, nous n'aurions peut-être jamais songé à prendre le maquis ?! Beaucoup d'entre nous seraient peut-être restés chez eux, et Allah seul le sait...* »<sup>878</sup>.

« *Personne n'a vocation à abandonner sa famille, son village, son quartier, son travail, sa tranquillité, sa vie entière, pour vivre dans les bois, dans la misère et le froid de l'hiver...etc. Mais Allah a dit : [nous avons prescrit pour eux vie pour vie, œil pour œil, nez pour nez, oreille pour oreille, dent pour dent<sup>879</sup>]. Ils nous ont persécutés, emprisonnés, torturés et tués. Ils nous ont mis devant le fait accompli, une réalité amère, celle qui dit que c'est la force qui décide...ils ramassaient tout le monde à la pelle ! sans distinction. Alors soit on se soumet soit on rejoint nos frères du djihad* »<sup>880</sup>.

La répression semble donc avoir joué un rôle déterminant dans la structuration des répertoires d'action violents chez les militants et sympathisants radicaux du FIS dissous. De la même façon que la répression indiscriminée que l'armée française avait pratiquée sur les « populations indigènes » trois décennies auparavant, avait conduit à la radicalisation des répertoires d'action chez les nationalistes algériens<sup>881</sup>.

---

<sup>877</sup> Mohammed M. Hafez, *Why Muslims Rebel: Repression and Resistance in the Islamic World* (Lynne Rienner Publishers, 2003), p. 79-82.

<sup>878</sup> Mokhtar, ancien militant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

<sup>879</sup> Coran, sourate n°5, verset n°45.

<sup>880</sup> *Abdallah*, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, âge : 58.

<sup>881</sup> L'ouvrage d'Alistair Horne, *A Savage War of Peace: Algeria, 1954-1962* (Macmillan, 1977), illustre bien le rôle joué par la répression sur l'engagement massif des « populations indigènes » dans les rangs du FLN révolutionnaire. Poussé par la logique de la « responsabilité collective » mise en avant par les autorités coloniales, les populations s'engagent auprès des *Moudjahidines* du FLN pour ne pas avoir à subir la répression qui découle des activités subversives de ce dernier.

L'existence d'un certain nombre de groupuscules islamiques armés ainsi que leurs réseaux structurés ont joué un rôle important dans l'engagement djihadiste. En exploitant l'opportunité offerte par la répression indiscriminée, ces groupuscules ont favorisé de manière massive des trajectoires de radicalisation violente<sup>882</sup>. Leur ralliement s'effectuait ensuite au jour le jour après des tractations ayant pour but de les fédérer sous les bannières de groupes plus importants.

## 2) Création et structuration des groupes armés

Avancer des dates précises et crédibles sur la naissance des groupes islamiques armés algériens, constituerait sans l'ombre d'un doute, un vrai casse-tête pour tout chercheur qui s'intéresse à la question. Les obstacles qui rendent cette démarche ardue sont multiples et peuvent, de notre point de vue, être résumés de la manière suivante :

Le premier obstacle réside dans le fait que les nombreux récits relatés par la presse algérienne sur la création des groupes islamiques armés ont eu comme principales sources, les informations que les services de sécurité et les autorités algériennes ont bien voulu divulguer.

Or, on sait pertinemment que de telles informations ne peuvent être reprises sans un minimum de recoupements et de vérifications préalables, dans la mesure où le régime algérien - qui entamait une politique de répression sans précédent contre la mouvance islamique radicale — était lui-même l'un des protagonistes de la crise. À ce sujet, *Khaled Satour* avait, nous semble-t-il, une bonne raison de penser que les données concernant les différents groupes islamiques armés étaient probablement « trop travaillées par la désinformation du pouvoir pour être crédibles »<sup>883</sup>. Pour *El Hadi Chalabi* ce manque de crédibilité se trouve encore davantage marqué par le fait que la presse algérienne était loin d'être autonome vis-à-vis du pouvoir en place<sup>884</sup>. D'autant plus que cette dernière s'est toujours trouvée confrontée au problème récurrent de l'autocensure, en raison des « lignes rouges » infranchissables établies par les autorités, notamment en matière d'information à caractère sensible, qui touche le

---

<sup>882</sup> Dans les deux prochains chapitres, une large place sera accordée aux effets individuels de la répression sur les carrières de salafistes radicaux violents.

<sup>883</sup> Khaled Satour, « Droit et violence, dix années de violence par le droit, 1992-2002 », Revue critique de droit algérien, n°1, 2005. Lien Internet : <http://elhadichalabi.free.fr/pages/linstance/revue1.htm>, dernière consultation : 02/06/2013.

<sup>884</sup> Elhdi Chalabi, *la presse algérienne au-dessus de tout soupçon*, éd Paris : ina-yas, 1999.

domaine sécuritaire<sup>885</sup>. Par ailleurs, la posture que certains quotidiens algériens ont adoptée vis-à-vis de la mouvance islamique radicale, et ce, avant même l'interruption du processus électoral, laissait paraître qu'une grande partie de la presse était elle aussi partie prenante dans le conflit. En effet, les archives de certains quotidiens algériens, notamment francophones (ex : Liberté, El Watan)<sup>886</sup>, laissent clairement paraître que la ligne adoptée par la plupart d'entre eux consistait à impliquer systématiquement la direction politique du FIS dans les actions armées menées par les différents groupuscules en formation dès 1991<sup>887</sup>. Or, comme nous le verrons plus loin, l'adhésion des cadres et des militants du FIS à l'action armée, est loin d'avoir été évidente. Il semble même que la longue hésitation de ces derniers à assumer la violence armée répandue dans presque tout le pays leur a fait perdre une grande partie du contrôle sur le monopole de cette violence, au profit de ce qui sera appelé, plus tard, le GIA.

Le deuxième obstacle nous ramène inévitablement à une double difficulté : la première est de pouvoir situer de manière précise, à quel moment l'idée de constituer un groupe armé (la parenthèse de Bouyali mise à part) a fait son apparition. La deuxième difficulté est de parvenir à situer à quel autre moment, cette idée s'est vue appliquée sur le terrain. Le secret que requiert la formation d'un groupe armé clandestin peut certainement expliquer en partie cette difficulté. Mais il y a surtout, comme on va le voir, la confusion totale qui régnait au début de l'action armée, et ce, en raison de son éclatement causé par la non-coordination entre les groupes armés, et des rivalités qui animaient certains de ces groupes autour du leadership en vue de conduire le djihad en Algérie. Cette rivalité était illustrée par la prolifération des labels djihadistes tels que : *Al Bakoun Ala Al Ahd* (fidèles au sermon), FIDA (Front islamique pour le djihad armé), MEI (Mouvement pour un État islamique), MIA (Mouvement islamique

<sup>885</sup> Sur les difficultés des médias à pouvoir rendre compte de la situation sécuritaire (spécialement dans les années 1990), voir : Jean-Michel Salgon, *Violences ambiguës : aspects du conflit armé en Algérie* (Paris: Centre des Hautes Etudes sur l'Afrique et l'Asie Modernes, 1999).

<sup>886</sup> Prenons deux exemples pour illustrer cette posture, l'un tiré des premières heures de l'action armée djihadiste et l'autre plus récent (2013) : Dans le quotidien El Watan du 10/10/1992, on pouvait lire que les hauts dirigeants du FIS étaient les instigateurs réels des actions armées menées par les djihadistes. Le journaliste ajoute que ce parti servait sans aucun doute les intérêts de puissances étrangères. Dans le quotidien Réflexions datant du 3 juin 2013, on pouvait lire aussi : « les patrons du FIS soutenaient les actions terroristes » : or, ce deuxième article reprenait le contenu d'un entretien publié en intégralité dans le journal arabophone Ech-Chourouk. Dans cet entretien, la notion de terrorisme n'a pas été utilisée par l'entretenu. Pour ce dernier, il s'agissait d'une action armée défensive (avalisée par les dirigeants du FIS), menée exclusivement contre l'armée et les services de sécurité. L'usage qui est fait ici de la notion de terrorisme recèle donc d'une posture hostile au FIS. Ce dernier étant désigné comme directement lié au terrorisme.

<sup>887</sup> Cette posture adoptée par la majorité de la presse francophone algérienne ne semble guère étonnante au vu des mauvais rapports qu'elle entretenait déjà avec le FIS durant sa période d'existence légale (revenir à l'encadré n°5). Lorsque le djihad armé fut proclamé, certains journalistes et intellectuels francophones en ont fait les frais, ce qui radicalisera d'avantage leurs écrits dirigés contre la mouvance islamique radicale. Ceci ne manquera pas de les exposer aux représailles des groupes armés du GIA.

armé)...etc. Ce n'est que bien plus tard (1994) que sont apparus de manière formelle<sup>888</sup> deux pôles djihadistes organisés, le GIA (Groupe islamique armé) et l'AIS (Armée islamique du Salut) qui se sont partagé, bien que de manière inégale, l'action armée en Algérie sous l'étendard du salafisme djihadiste.

Pour tenter de comprendre le processus de constitution des groupes islamiques armés, il est nécessaire de rendre compte le plus fidèlement possible, des modes d'interaction qui sont à l'origine de leur formation en tant que groupes organisés. Il s'agit notamment des opérations de fusions et d'absorptions que ces groupes ont connues. C'est dans ce sens que nous tâcherons d'établir des schémas, des organigrammes et des arbres généalogiques afin de rendre la lecture sur l'organisation de l'action armée djihadiste en Algérie un tant soit peu plus claire.

#### *Généalogie des groupes islamiques armés algériens : des MIA à l'AIS et des GIA au GIA*

En réalité, même si le FIS s'est vu forcé de basculer dans l'action clandestine après sa dissolution en mars 1992, il n'a pas pour autant opté précipitamment pour l'action armée. La preuve en est qu'au moment même où le FIS se préparait pour le deuxième tour des législatives, ses dirigeants avaient décidé la création d'une cellule de crise politique (présidée par A. Hachani) pour anticiper l'interruption imminente du processus électoral dont ils avaient eu vent<sup>889</sup>. Les communiqués diffusés par cette cellule - qui apparaissait toujours sous la signature du bureau exécutif du FIS - ne faisait nullement référence à l'option du djihad armé, mais au « djihad politique » comme on peut le constater dans le communiqué n°22 du FIS paru le 19 mars 1992, quelques jours seulement après dissolution du FIS par les autorités<sup>890</sup>. Mais, comme nous l'expliquait Abderrezak, ancien djihadiste, cette posture tenue par le FIS « *au lendemain d'un coup d'État perpétré contre la volonté d'un peuple musulman* », allait désorienter de nombreux militants et sympathisants du parti islamique qui ne comprenaient pas la raison pour laquelle les hauts dirigeants de ce parti se gardaient de proclamer le djihad : « *la*

<sup>888</sup> Si l'on prenait en compte la période entre juin 1991 et juin 1994, c'est-à-dire avant l'unification de la plupart des groupes armés sous les labels du GIA et de l'AIS, l'on s'apercevrait que les attentats et les opérations militaires menés contre les services de sécurité étaient souvent le fruit d'initiatives autonomes émanant de différents groupuscules djihadistes. Le plus souvent, ces derniers ne s'encombraient guère de revendications officielles avec « cachet faisant foi », comme c'était le cas par exemple pour le MEI, puis le GIA et l'AIS.

<sup>889</sup> Entretien avec Karim Ghamatti (l'un des anciens hauts dirigeants du FIS) in Kamil Twil, le mouvement islamique armé en Algérie, op.cit, p. 96. / Traduc : الطويل, الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر, op.cit p. 97.

<sup>890</sup> Dans ce communiqué, le FIS rendait responsables les autorités algériennes, de la violence qui régnait dans le pays, tout en insistant sur le fait qu'il allait « continuer le djihad politique pour faire sortir le pays de la crise ». voir : Communiqué du FIS n° 22 daté du 19/04/1992 in , الطويل, الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر, p 101, op.cit. Traduc : Kamil Twil, le mouvement islamique armé en Algérie, op.cit, p. 101.

*répression était dans toutes les villes, les frères étaient embarqués de chez eux en pyjama [...] ils (les forces de l'ordre) allaient les arrêter dans leurs lieux de travail, dans leurs quartiers [...] et pendant ce temps-là, certains dirigeants préféraient fuir à l'étranger pour représenter, comme ils le disaient, le parti à l'extérieur. Mais représenter quoi ?! le parti a été interdit, il n'y avait plus de FIS et les gens mouraient [...] et eux, ils voulaient encore parler politique ! en réalité on avait le cœur tellement rempli que nous, nous ne voulions qu'une seule chose, la proclamation du djihad pour faire parler les balles (el Rassas yahder) ».<sup>891</sup>*

Cependant, même si jusque là, le FIS n'avait pas encore annoncé officiellement l'action armée, certains de ses membres et sympathisants ont tout de même fait le choix de prendre les armes à l'image des anciens compagnons de Bouyali, comme Abdelkader Chebouti et Mansouri Meliani (tout deux sympathisants du FIS) et de certains membres du parti dissous comme Ahmed Al Zaoui, Youcef Boubras, Yekhlif Cherrati, Mohamed Said, Said Makhloufi et Kacem Tadjouri (*cf infra*).

Si l'on établissait un schéma sur les groupes armés en cours de constitution à ce moment-là - c'est-à-dire au lendemain de la dissolution du FIS en mars 1992 -, en prenant en compte le degré de proximité idéologique et organique de ces groupes par rapport au FIS, on obtiendrait une cartographie comportant les trois « pôles djihadistes » suivants:

Le premier pôle est incarné par le Mouvement pour l'État islamique (MEI). Ce groupe armé avait été créé par Abdelkader Chebouti sous l'influence de Said Makhloufi (rédacteur du fameux document sur la désobéissance civile) qui le secondera aux côtés de Azeddine Baa, un célèbre imam de *Meftah* (périphérie sud-est d'Alger)<sup>892</sup>. Adeptes du salafisme djihadiste et majoritairement hostile à la participation politique, ce groupe reste pourtant fidèle au FIS dissous (du moins jusqu'en 1994) en envisageant de se mettre sous ses ordres en tant que bras armé<sup>893</sup>. C'est probablement cette proximité vis-à-vis du FIS qui a permis à ce groupe de

<sup>891</sup> Entretien avec Abderazzak, ancien sympathisant du FIS, et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

<sup>892</sup> Gilles Kepel, *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, op.cit, p. 396.

<sup>893</sup> Lorsque le Front islamique du salut espérait encore prendre le pouvoir par les urnes, de nombreux salafistes éprouvant de la sympathie pour ce parti, mais convaincus de la nécessité du djihad et de l'inefficacité de la participation politique, ont préféré tout de même donner une chance à ce parti islamique, afin ne pas l'affaiblir politiquement, et de ne pas provoquer la division en son sein. Voir Séverine Labat, *les islamistes algériens, entre les urnes et le maquis*, p 228, op.cit. Dans un communiqué rédigé par Abdelkader Chebouti, ce dernier a fait l'éloge des dirigeants du FIS emprisonnés en appelant les musulmans du monde entier à les soutenir. Ce qui constitue une preuve irréfutable que malgré l'hostilité de Chebouti vis-à-vis de la stratégie participationniste du FIS, il demeurait toujours un fervent sympathisant des dirigeants de ce parti. Voir :

كميل الطويل, الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر (دار النهار للطباعة والنشر والتوزيع) ، 1998 .

drainer vers lui un certain nombre de militants et sympathisants de ce parti, profitant ainsi de l'immense désillusion dont ces derniers ont été frappés au lendemain de l'interruption du processus électoral et du début de la répression à l'encontre des militants du parti dissous.

Le deuxième pôle puise le plus gros de ses effectifs dans la base militante du FIS qui est favorable à la stratégie légale de leur parti. Porteur de la même hétérogénéité qu'avait connue le parti dissous, ce pôle accueille aussi bien des salafistes activistes (*salafiyya harakiyya*) convertis au salafisme djihadiste, que des djazaaristes, à l'image du groupe de Mohamed Saïd (le FIDA), spécialisé dans l'assassinat des intellectuels, des journalistes et des universitaires<sup>894</sup>. La plupart des groupuscules clandestins qui composaient ce deuxième pôle djihadiste, semblaient autonomes et agissaient sans aucune coordination. Faiblement armés et peu préparés militairement (à l'exception notable du FIDA), ces derniers auraient été forcés d'embrasser la clandestinité sans avoir forcément dans l'idée de constituer des groupes armés<sup>895</sup>. S'il était fréquent que ces groupes se voient octroyer les initiales de l'ancien MIA (Mouvement islamique armé) en référence au groupe armé anciennement constitué par Bouyali, ils ne disposaient pas pour autant d'un commandement unifié. En effet, chaque groupe avait son propre chef, et activait de manière autonome sous le label du MIA. Enfin, mis à part le FIDA qui activait dans le Centre (Alger et sa proche périphérie), l'écrasante majorité de ces groupes étaient positionnés dans l'ouest et l'est du pays<sup>896</sup>.

Le troisième pôle djihadiste était représenté par l'aile dure du courant salafiste djihadiste. Ses membres étaient farouchement hostiles à la stratégie politique du FIS, et n'entendaient nullement accorder de répit à ce dernier, car pour eux, il était évident que ce parti avait contracté un marché de dupe avec le pouvoir<sup>897</sup>. Ce pôle armé comptait dans ses

---

Traduc : Kamil Al Twil, *Le mouvement islamique armé algérien*, op.cit p 62.

<sup>894</sup> Dans ses mémoires sur les groupes islamiques armés algériens, publiés en forme d'articles dans le journal Al arabophone Ech-Chourouk, le « repent » Abdelhafedh Ben Ali (Alias Abd Al Khalek), notait que, même si Mohamed Saïd, (leader de la djazara et membre du bureau national provisoire du FIS) était derrière l'idée de la création de ce groupe, il n'était pas pour autant son chef réel, car sur le terrain, il était trop éloigné des activités clandestines armées de ce groupe. Voir :

عبد الحافظ بن علي ، « محمد السعيد رعى " لقاء الوحدة " بين الفصائل عام 1994 ، الصراع على الزعامة نخر التنظيمات المسلحة منذ انطلاقها» جريدة الشروق، 31/03/2009.

Traduc : Abdedlhfedh Ben Ali, « Mohamed Saïd a parrainé l'unification entre les phalanges en 1994 : la dispute sur le leadership a fait éclater les organisations armées depuis le début », in Journal arabophone Ech-Chourouk, 30/03/2009.

<sup>895</sup> Entretien avec Ahmed Ben Aicha, ancien émir de l'ouest au sein de l'AIS (Armée islamique du salut) in journal arabophone Ech-Chourouk, 23/04/2013.

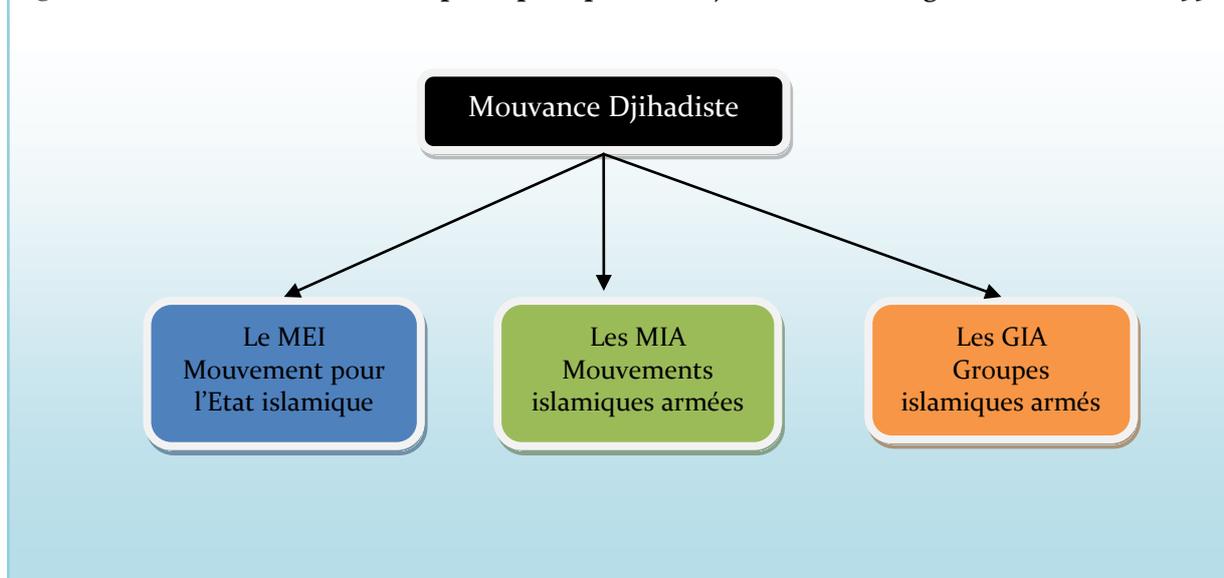
<sup>896</sup> Ibid.

<sup>897</sup> الطويل، الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر. op.cit.

Traduc : Kamil Twil, *le mouvement islamique armé en Algérie*, op.cit.

rangs des salafistes djihadistes, mais aussi des Algériens afghans de diverses tendances : (qutbistes, salafistes, et takfiristes<sup>898</sup>). Parmi les groupes les plus connus de cette aile dure, il y avait le groupe de Meliani (un autre ancien bouyaliste) et le groupe de Mohamed Allal (alias Moh Leveilley). Le premier était composé d'un noyau essentiellement afghan tandis que le deuxième s'est formé grâce à la fusion d'une multitude de groupuscules incorporant beaucoup de jeunes échappant aux réseaux clandestins du FIS. Ces groupes qui activaient essentiellement dans la région Centre (Alger et Blida), se faisaient déjà appeler *Al Djamaate Al Islamiyya Al Moussalaha*, (Groupes islamiques armés) les GIA<sup>899</sup>.

Figure 12 : Vue d'ensemble sur les principaux pôles du djihad armé en Algérie en mars/avril 1992



Avant de se pencher sur les premières tentatives d'unification de ces trois pôles, il convient tout d'abord de s'intéresser à la généalogie de chacun d'entre eux, car ceci permettra selon nous, de faciliter la compréhension des difficultés auxquelles seront confrontés l'ensemble des groupes armés constitués, dans leur entreprise d'unification du djihad au niveau national.

<sup>898</sup> Comme nous le notions en introduction, nous préférons rester très prudents quant à l'usage du terme *takfir* (excommunication), précisément en ce qui concerne la mouvance islamique algérienne. Sans vouloir nier des pratiques proches de celle de la logique *takfirite*, il apparaît en effet que l'usage abusif de ce terme est plus lié à des tactiques de stigmatisation (services de sécurité contre les groupes armés et groupes armés contre d'autres groupes armés rivaux) qu'à une réalité idéologique existante. Nous reviendrons sur ce point avec plus de détails un peu plus loin.

<sup>899</sup> Dans ses mémoires sur les groupes islamiques armés, Abdelhafid Ben Ali écrivait que le Général Khaled Nezzar a été le premier à citer les GIA suite à l'attaque armée contre le point frontalier de Guemmar.

عبد الحافظ بن علي ، « محمد السعيد رعى " لقاء الوحدة " بين الفصائل عام 1994 ، الصراع على الزعامة نخر التنظيمات المسلحة منذ انطلاقتها  
op.cit «

Traduc : Abdedlhfedh Ben Ali, « Mohamed Saïd a parrainé l'unification entre les phalanges en 1994 : la dispute sur le leadership a fait éclater les organisation armés depuis le début »

*Le Mouvement pour l'État islamique (MEI) : une résurrection du MIA ?*

Force est de souligner que le rôle des anciens compagnons de Bouyali dans la création des groupes armés djihadistes constitue une réalité historique incontestable. Effectivement, il n'y a pas de doute que ces derniers ont été les premiers à embrasser l'action armée contre le régime algérien sous la bannière du djihad (voir Chap I). Nous avons évoqué précédemment, la dimension mythique qu'avait acquis le groupe de Bouyali auprès de la nouvelle génération de la mouvance islamique radicale, et ce, en partant de Ali Benhadj jusqu'aux militants de base du FIS.

À ce propos, Abderrahmane Moussaoui soulignait très justement le statut de noblesse que Chebouti (ancien bras droit de Bouyali) avait pu acquérir auprès de la mouvance islamique radicale en Algérie. Le titre symbolique de *liwa'a* (général) dont il s'est vu gratifié par ses compagnons d'armes en est une illustration édifiante<sup>900</sup>. Dotés d'un inestimable capital de légitimité historique, les Bouyalistes pouvaient ainsi prétendre à la conduite de l'action armée djihadiste dont ils s'estimaient les initiateurs. Pour A. Boumezbar et D. Azine, l'on peut énumérer au moins quatre autres facteurs importants (en plus de cette légitimité historique), qui ont rendu aisée la reconstitution de l'ancien MIA. Ces facteurs se présentent de la manière suivante : 1) L'expérience du maquis que les anciens bouyalistes ont menée dans les années 1980. 2) Leurs connaissances minutieuses de la topographie des maquis dans lesquels ils se sont réfugiés par le passé. 3) La préservation de l'ossature du MIA ainsi que ses réseaux de membres et de sympathisants, notamment après que Chadli ait décidé la libération des détenus appartenant à cette organisation (1990). 4) Leur aptitude à se soustraire à la vague de répression menée par les autorités algériennes contre la mouvance islamique radicale<sup>901</sup>.

Il n'est donc guère étonnant que même les djihadistes algériens débarqués d'Afghanistan - qui étaient pourtant bien aguerris en matière d'organisation au combat-, ont été parmi les premiers à solliciter Chebouti, et ce, dès l'été 1991, pour que celui-ci prenne le commandement des djihadistes afghans en Algérie. Mais celui-ci déclina leur offre, d'autant plus qu'il avait ordonné à ses troupes de respecter le statu quo imposé par le FIS<sup>902</sup>.

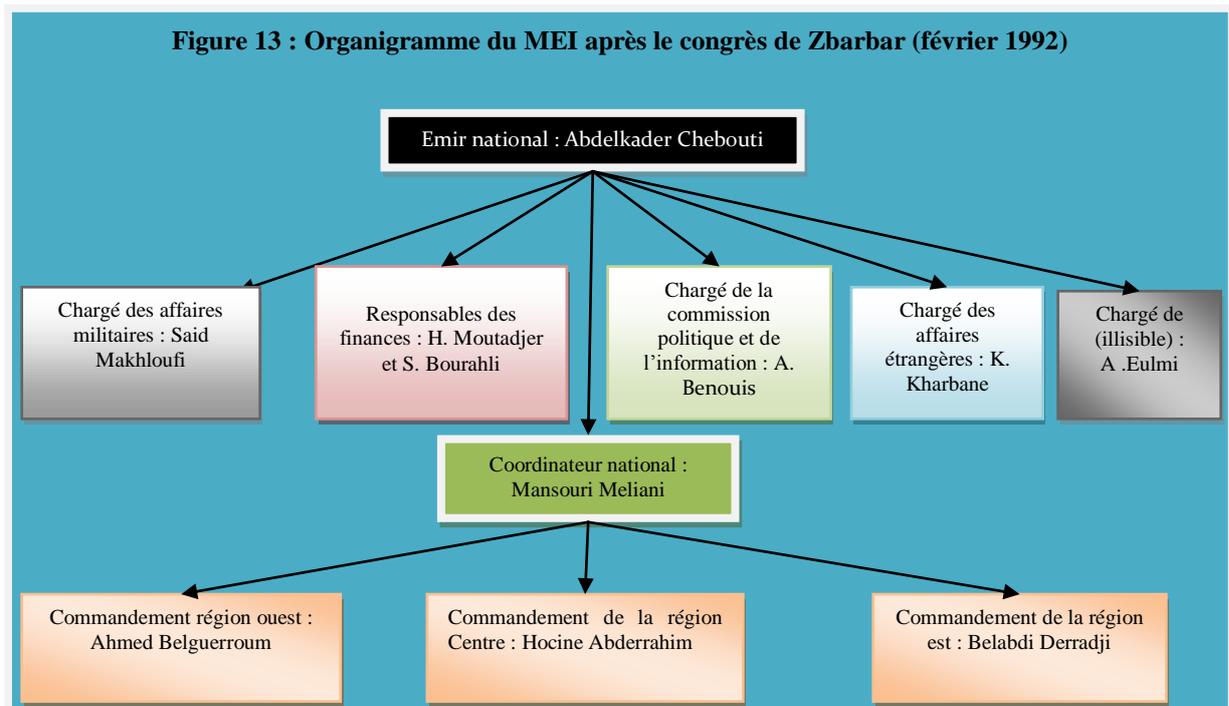
Au lendemain de l'interruption du processus électoral, Chabouti et ses compagnons décidèrent de faire renaître le MIA sous le nouveau label du MEI. La majorité des membres

<sup>900</sup> Abderrahmane Moussaoui, *De la violence en Algérie, les lois du chaos* (Alger: BARZAKH, 2006), p 228.

<sup>901</sup> Boumezbar et Djamila, *L'islamisme algérien, de la genèse au terrorisme*, op.cit, p 147.

<sup>902</sup> Il est utile de rappeler que l'on était encore dans la période d'existence légale du FIS, et avant même l'arrestation de ses principaux leaders. Sur les rapports qu'entretenait A. Chebouti avec le FIS, se référer à l'ouvrage de Kamil Al Twil, *La mouvance islamique armée en Algérie*, déjà cité.

présents lors du congrès constitutif du MEI tenu au maquis de Zbarbar (à l'est d'Alger) en février 1992, étaient soit d'anciens membres du MIA, soit des proches collaborateurs de ces derniers<sup>903</sup>, à l'image de Saïd Makhloufi qui était visiblement très lié à Abdelkader Chebouti<sup>904</sup>. À ce moment-là, ce groupe constituait de loin le noyau djihadiste le mieux organisé et le plus structuré de la mouvance djihadiste algérienne. Pour se rendre compte du degré d'organisation et de structuration du MEI, il suffit de consulter les documents archives du ministère de la Justice, établis par la cour spéciale d'Alger<sup>905</sup>, dans lesquels il est fait mention des structures de ce groupe<sup>906</sup> (voir figure n°13).



<sup>903</sup> Boumezbar et Djamilia, *L'islamisme algérien*, de la genèse au terrorisme, op.cit, p 148.

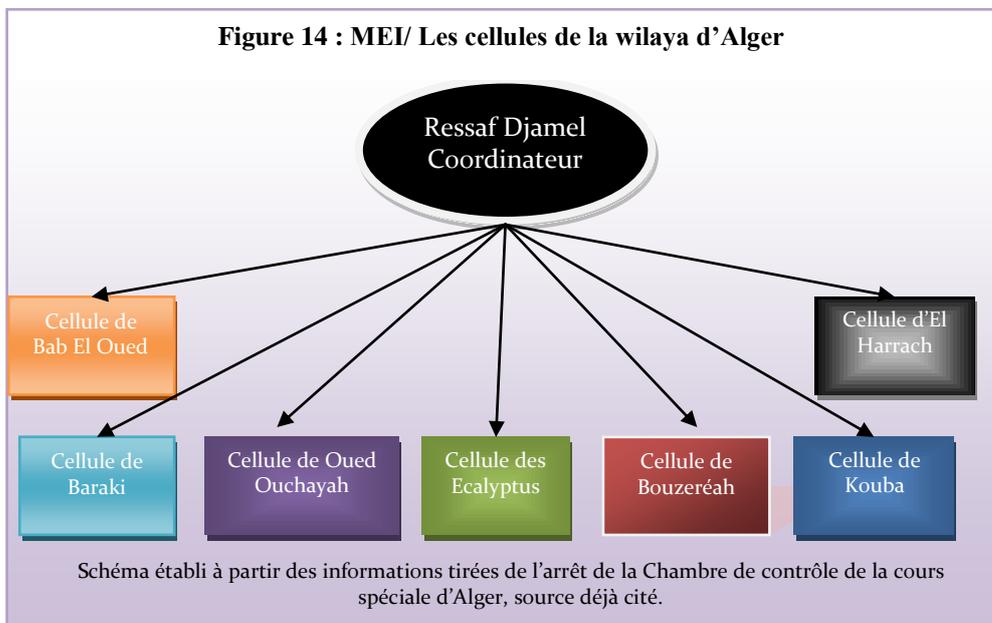
<sup>904</sup> Selon Amin Touati, Makhloufi aurait été la tête pensante et le stratège militaire du groupe de Chebouti (le MEI) voir : Amin Touati, *Algérie, les islamistes à l'assaut du pouvoir*, op.cit, p 244.

<sup>905</sup> Il s'agit en fait, de l'extrait d'un document sur une audience tenue le 21/04/1993 se référant au procès de l'attentat de l'aéroport d'Alger (le 26 aout 1992). Ce document nous semble être assez fiable, dans la mesure où il correspond à des détails près, à de nombreux récits d'anciens djihadistes algériens, de même que pour les témoignages des anciens djihadistes que nous avons pu interviewer. Pour consulter le document voir : Le procès de l'attentat de l'aéroport d'Alger, (26 aout 1992), Revue critique de droit algérien, n°1 : Droit et violence, dix années de violence par le droit, traduit par Khaled Satour. Consultable sur : <http://elhadichalabi.free.fr/pages/linstance/dossier%20attentat/arret1.htm>

<sup>906</sup> Très souvent le MEI était lui aussi désigné sous le nom du MIA et ce, eu égard à la prédominance des anciens bouyalistes en son sein.

Il y a cependant, deux remarques importantes concernant cet organigramme :

Premièrement, même si le MEI avait la prétention de conduire le djihad au niveau national, son rayon d'action effectif se concentrait essentiellement dans la région Centre du pays. Commandée par Hocine Abderrahim<sup>907</sup>, chacune des communes y disposait d'une cellule composée de 10 à 20 éléments, dont les chefs ne se connaissaient pas et communiquaient par l'intermédiaire de coordinateurs externes dépêchés par le commandement central (voir fig. n°14). Ces derniers assuraient ainsi les contacts de manière verticale et horizontale afin que l'organisation ne soit pas menacée par l'arrestation d'un seul membre d'une cellule.



Deuxièmement, il est difficile de savoir quels ont été les liens exacts entre le MEI et les autres groupuscules formant le troisième pôle (celui des GIA) qui se partageaient avec lui la région Centre. Mais il semble que certains de ces groupuscules activaient sous l'autorité

<sup>907</sup> Hocine Abderrahim, est né en 1956 à Casablanca (Maroc), licencié en sciences politique à l'université d'Alger, il a travaillé comme employé à la caisse nationale des retraités. Il sera arrêté en 1986 dans le cadre de l'affaire Bouyali, et relâché en 1989, puis il rejoint la mouvance islamique et devient un responsable du Syndicat islamique de travailleur SIT. Au lendemain de l'interruption du processus électoral, il rejoint le groupe de Chebouti et sera condamné à mort et exécuté par les autorités algériennes en août 1993 et ce, après le procès de l'attentat de l'Aéroport d'Alger dans lequel il fut impliqué. Voir : Le procès de l'attentat de l'aéroport d'Alger, (26 août 1992), Revue critique de droit algérien, op.cit. Voir aussi : Séverine Labat, les islamistes algériens, entre les urnes et le maquis, op.cit, p. 231.

symbolique de Chebouti. Mais celui-ci était bien loin de les contrôler, comme l'atteste l'épisode de l'attentat de l'aéroport, dont Chebouti ne semblait pas avoir été tenu au courant<sup>908</sup>.

Plus encore, certaines figures du djihadisme salafiste présentes dans l'organigramme du MEI, comme Meliani et les frères Eulmi (Abdelnaser<sup>909</sup> et Omar<sup>910</sup>), semblaient se positionner à cheval entre ce groupe et les autres groupuscules armés composant le troisième pôle djihadiste. Ce n'est pas un hasard si Mansouri Meliani et les frères Eulmi se sont finalement retirés de l'émirat de Chebouti, pour fusionner définitivement avec l'un des groupes les plus actifs des GIA, celui de Mohamed Allel (Moh Leveilley) (*cf. infra*)<sup>911</sup>.

### *Les MIA ou les militants radicalisés du FIS : les origines de l' AIS (Armée islamique du salut)*

L'interruption du processus électoral en janvier 1992 fut sans l'ombre d'un doute, un tournant majeur dans l'aggravation de la crise politique en Algérie. Mais l'action armée entreprise par les organes clandestins du FIS, n'a pas pour autant commencé à cette date-là.

Pris de court par les groupes islamiques armés activant notamment dans la région Centre, puis assailli par les milliers d'interpellations qui ont touché sa base militante, le FIS se trouvait de plus en plus affaibli sur le plan politique. L'arrestation de A. Hachani (22/01/1992), puis de Rabah Kebir (28/01/1992) tout deux membres de la cellule de crise<sup>912</sup>, n'a fait

<sup>908</sup> Selon Séverine Labat, Chebouti était furieux d'apprendre la nouvelle de l'attentat par le bouche à oreille, et a sommé l'instigateur du projet de cet attentat Hocine Abderrahim de s'expliquer. Voir Séverine Labat, *Les islamistes Algériens entre les urnes et le maquis*, op.cit, p 232.

<sup>909</sup> Un vétéran de la guerre d'Afghanistan, qui à l'instar d'une grande partie des Algériens afghans était bien pressé d'en découdre avec les services de sécurité. Voir :Yahia Zoubir, « Resilient Authoritarianism, Uncertain Democratization, and Jihadism in Algeria », in William. J. Crotty, *Democratic Development & Political Terrorism, The Global Perspective*, op.cit, p. 280.

<sup>910</sup> Ancien président du SIT, c'est lui qui avait conduit le Syndicat Islamique du Travail dans la grève insurrectionnelle engagée par le FIS de mai à juin 1991. Il deviendra plus tard l'un des cadres du GIA et l'un de ses guides spirituels les plus en vue. Voir : Amar Benamrouche, *Grèves et conflits politiques en Algérie*, op.cit, p 12.

<sup>911</sup> Pour Kamil Al Twil, même si les rapports entre les deux anciens bouyalistes Chebouti et Meliani demeuraient solides, la décision de ce dernier de commander les Afghans algériens de retour au pays (chose que Chebouti avait refusée), a été le déclic qui a mené Meliani à s'écarter du groupe de Chebouti. Nous reviendrons avec plus de détails, sur le groupe des Afghans mené par Meliani. Voir :

*op.cit*, p. 62. الطويل, الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر.

Traduc : Kamil Twil, *le mouvement islamique armé en Algérie*, op.cit, p. 62.

<sup>912</sup> Il est à rappeler que tout les deux étaient membres du Majliss Al Choura du FIS : le premier depuis la création du parti, et le deuxième depuis la tenue du congrès de Batna (*cf infra*). Alors que Hachani fut arrêté après qu'il ait signé un communiqué dans lequel il demandait aux militaires de désobéir aux ordres de leur hiérarchie, Rabah Kebir s'est fait arrêter après qu'il eut envoyé une lettre au président Boudiaf. Dans cette lettre il accusait les militaires de se cacher derrière le nouveau président qu'ils ont désigné pour masquer leur emprise réelle sur

qu'aggraver cette situation, dans la mesure où les leaders les plus politisés du parti dissous étaient soit emprisonnés, soit forcés de rejoindre la clandestinité pour éviter que le même sort ne leur soit réservé<sup>913</sup>.

Pourtant, la position du FIS vis-à-vis des actions violentes engagées sur le terrain par les groupes islamiques armés, restait pour le moins assez trouble. En effet, les dirigeants du FIS, qu'ils soient en détention ou encore en liberté, n'ont à aucun moment condamné la violence djihadiste exercée à l'encontre des forces de sécurité. Cette posture a conduit, comme nous l'expliquait Rabah, à une adhésion massive chez certains jeunes de la mouvance salafiste radicale aux groupes armés : « pour moi les choses étaient claires, la réponse de l'État était la répression [...] il a prouvé qu'il n'avait pas de parole (la Ahda Lahou), et qu'il était un Taghout (tyran). Les groupes islamiques armés défendaient la volonté du peuple, mais aussi, celle des populations qui subissait la répression parce qu'elle avait choisi de voter pour la charia de d'Allah. Les dirigeants du FIS auxquels on avait confiance étaient en prison et ne pouvaient pas parler [...] les autres dirigeants étaient dans une position de faiblesse, ils n'osaient pas annoncer le djihad. Je pense que, pour tout le monde, il n'était pas question de se laisser cueillir pour aller pourrir dans les prisons du Sahara, il n'y avait pas d'autres choix que de rejoindre les frères qui se préparaient en armes pour le djihad contre le Taghout »<sup>914</sup>.

Selon Abdelkrim Ghematti (ancien leader au sein du FIS), jusqu'en octobre 1992, le FIS n'avait pas encore pris la décision d'entreprendre l'action armée : « le FIS avait exigé dans tous les communiqués qu'il publiait depuis janvier, que le régime revienne sur son coup d'État et qu'il reprenne le cours du processus électoral. Il est vrai que certains avaient déjà entamé l'action armée et excommuniaient les policiers. Mais jusqu'en septembre 1992, le FIS n'a pas validé le principe de l'action armée. Il s'est même opposé contre beaucoup de frères qui voulaient se lancer dans la lutte armée. Mais la vérité, c'est que le FIS n'a pas appelé de manière expresse à l'action armée, du moins jusqu'à ce que certains dirigeants du parti aient décidé de rejoindre le GIA en mai 1994 »<sup>915</sup>

---

le pouvoir en Algérie. Pour plus de détail voir : Human Rights Watch, *Human Rights in Algeria Since the Halt of the Electoral Process* (Human Rights Watch, s. d.). Vol: n°4, Issue n°2, february 1992.

<sup>913</sup> C'est la raison pour laquelle, il fut assigné à Abderrezak Redjam la mission de signer les communiqués de la cellule de crise, tout en rejoignant la clandestinité, afin de garantir le fonctionnement de la cellule. Voir : Liess Boukra, *Algérie: la terre sacrée* (Favre Sa, 2002), p. 228.

<sup>914</sup> Entretien avec Rabah, ancien sympathisant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

<sup>915</sup> Entretien avec Abdelkrim Ghematti in الطويل, *الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر* op.cit, p. 62.

Traduc : Kamil Twil, *le mouvement islamique armé en Algérie*, op.cit, p. 95.

Une fois de plus, les mêmes clivages apparus au sein du FIS durant sa période légale vont resurgir de manière plus prononcée dès l'entrée du parti dans la clandestinité. Effectivement, d'une part, les tentatives de réorganisation politique du parti vont se heurter à de nombreuses disputes autour du leadership, notamment entre le courant de la *djaz'ara* et le courant salafiste ; c'est pour cela qu'il fut décidé l'envoi d'une deuxième représentation à l'étranger (composée de Rabah Kebir<sup>916</sup>, Abdelkrim Ghemati et Larbi El Noui) afin de désavouer une délégation de parlementaires (composée de Cherif Lahrech, Anouar Haddem et Said Hilali) déjà sur place, car celle-ci était jugée trop représentative du courant de la *djaz'ara*<sup>917</sup>. D'autre part, une multitude de groupes ont fait leur apparition sur le plan de l'organisation du djihad. Profitant de l'hésitation des dirigeants du FIS, ils parvinrent à recruter un bon nombre de ses sympathisants à la recherche d'organisations capables de leur offrir un cadre de djihad armé par lequel ils pouvaient espérer abattre le régime en place<sup>918</sup>.

De notre point de vue, l'une des principales raisons qui a conforté l'hésitation du FIS à assumer la violence armée et à la placer sous son contrôle total, résidait dans le fait qu'il avait largement sous-estimé les capacités de mobilisation et d'action des différents groupes islamiques armés concentrés dans le centre du pays. Cependant, cela serait une erreur de penser que la direction clandestine du FIS n'ait pas cherché à unifier le djihad sous son autorité. En réalité le plus grand défi pour celui-ci demeurerait toujours celui de la régulation des conflits entre les différentes tendances de la mouvance islamique radicale, dont une grande partie avait décidé cette fois-ci de passer à l'action armée. Dans le n° 474 de la revue politique de l'armée algérienne *El Jaïch*, le colonel Zarouk Ahmed a fait état de plusieurs tentatives d'unification des différents groupes armés au cours de l'année 1992. La première aurait eu lieu durant le mois d'avril à Zbarbar sur les hauteurs de Lakhdaria (wilaya de Bouira)<sup>919</sup>. Elle aurait cependant échoué en raison d'un désaccord persistant entre Mohamed Allal (émir du groupe

<sup>916</sup> Après avoir été arrêté et mis en résidence surveillée, Rabah Kebir est parvenue à s'enfuir pour s'exiler en Allemagne d'où il exercera la fonction de porte parole du FIS à l'étranger, avant de devenir le responsable de l'IEFE (instance exécutive du FIS à l'étranger). Voir : Séverine Labat, *Les Islamistes algériens*, entre les urnes et le maquis, op.cit, p. 163.

<sup>917</sup> Considérée comme une instance composée d'élus parlementaires et non pas de représentants politiques du FIS, la délégation d'Anouar Haddam fut sommée de se contenter d'organiser des rencontres avec les parlementaires européens et de signaler les cas de transgression des droit de l'homme en Algérie. Sur ce point précis voir : Jean-Michel Salgon, *Dictionnaire de L'islamisme Au Maghreb* op.cit, p 163. Olivier Roy, Antoine Sfeir, et Dr John King, *The Columbia World Dictionary of Islamism* (Columbia University Press, 2007), p. 43. Et الطويل, *الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر* op.cit, p 99 et 100.

Traduc : Kamil Twil, *Le mouvement islamique armé en Algérie*, op.cit, p. 99 et 100.

<sup>918</sup> Ibid

<sup>919</sup> Cette rencontre a réuni Abdelkader Chebouti, Abdelkader Hocine, Chikhi Amar et Abdelhak Layayda qui représentait le groupe de Mohamed Allal (dit Moh Leveilley).

de la Mitidja) et Abdelkader Chebouti (émir du MEI)<sup>920</sup>. La deuxième tentative d'unification a eu lieu dans un contexte difficile pour les groupes armés activant dans le Centre. Les forces de sécurité y avaient en effet concentré leurs opérations militaires, ce qui a conduit à l'arrestation de Mansouri Meliani (le 28 juillet 1992). Conscients de la nécessité de se regrouper, les groupes armés ont décidé de se réunir de nouveau (début août et début septembre) sur les hauteurs de Tamezguida (wilaya de Blida). Après plusieurs rencontres organisées durant le mois d'août, les groupes sont parvenus à un accord d'unification<sup>921</sup>. Si l'on se fie à un document rédigé par Mohamed Ben Hocine<sup>922</sup> (disponible en annexe), l'accord scellé entre les différentes factions armées, devait en principe annoncer la création d'une filiale armée du FIS ayant comme émir national Abdelkader Chebouti. Cette annonce devait être accompagnée par la désignation de Kacem Tadjouri (ancien membre du Madjliss Al Choura du FIS) comme coordinateur entre l'aile politique et l'aile militaire<sup>923</sup>. Mais cette initiative fut contrecarrée par une intervention de l'armée qui a mené un ratissage près du lieu du rassemblement des groupes armés. Cette opération militaire s'est soldée par la mort de Mohamed Allal et de son adjoint Boudjemaa Nourredine (un ancien d'Afghanistan)<sup>924</sup>.

Selon Kamil Twil, cet épisode de l'intervention de l'armée algérienne sur les hauteurs de Tamezguida a aggravé les tensions existantes entre les groupes islamiques armés. Désormais, ces derniers se suspectaient mutuellement d'être infiltrés par les services des renseignements en raison des informations qui ont filtré sur l'organisation de la rencontre de Tamezguida<sup>925</sup>.

C'est finalement suite à cette intervention militaire, que Abdelhak Layayda a décidé de quitter « l'unité des rangs » en prenant la tête du groupe à la place de Mohamed Allal<sup>926</sup>. Il sera

<sup>920</sup> Zروق أحمد، الإرهاب الإسلامي : السابقة الجزائرية، مجلة الجيش، العدد: 474، جانفي 2003.  
Traduc : Zerrouk Ahmed, « le terrorisme islamiste : le précédent algérien », revue *El Jaïch*, n° 474, janvier 2003.

<sup>921</sup> Ibid.

<sup>922</sup> Mohamed Ben Hocine était connu pour être un activiste de l'islamisme radical, il était en rapport étroit avec les organisateurs de la rencontre de Tamezguida.

<sup>923</sup> محمد بن حسين، رسالة مفتوحة إلى أمير الجماعة الإسلامية المسلحة ١٠٠ محرم ١٤١٦ الموافق ل 8 جوان 1995.  
Traduc : Mohamed Ben Hocine, lettre ouverte à l'émir du Groupe islamique armé, le 8 juin 1995.

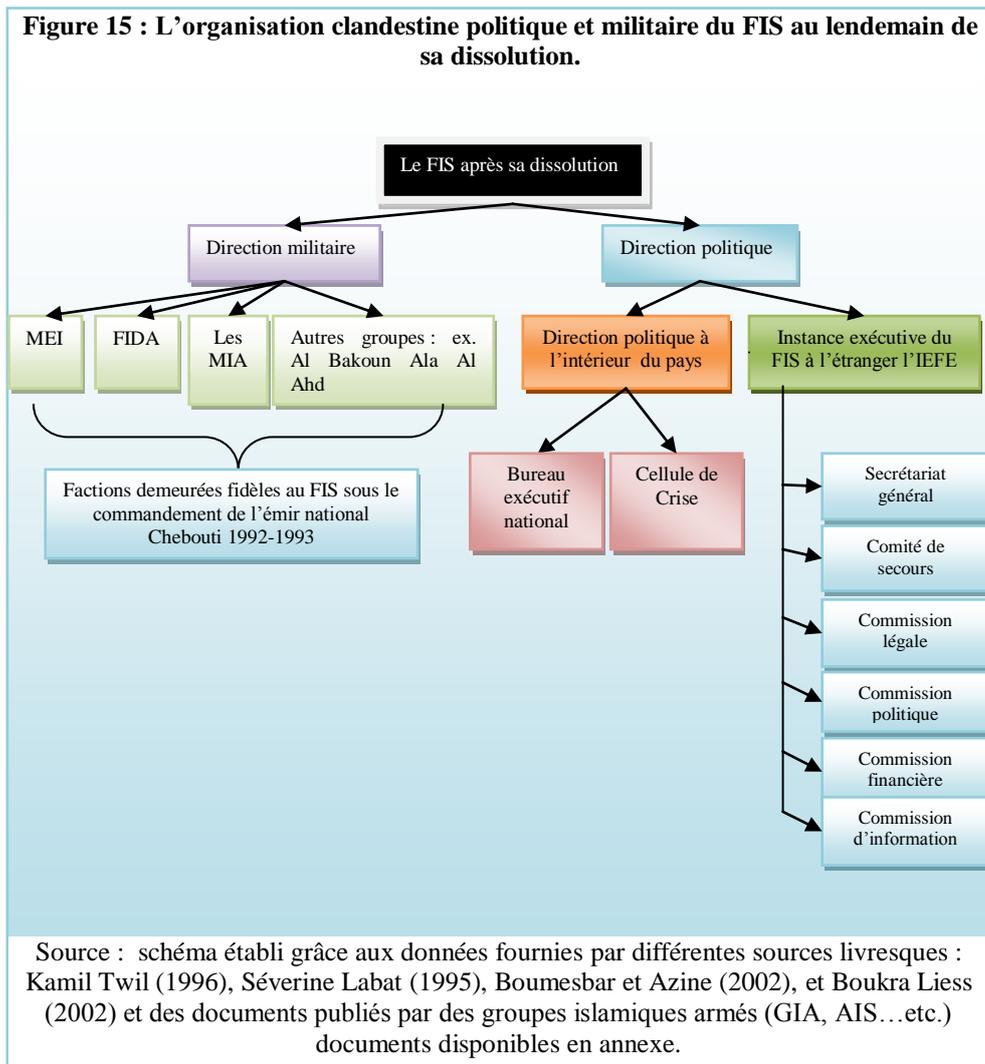
par Mohamed Ben Hocine, un activiste de la mouvance islamique ayant eu des rapports direct avec les participants de la rencontre de Tamezguida. Dans une lettre ouverte adressée à l'émir du GIA datée du 8 juin 1995. Voir le document en annexe.

<sup>924</sup> Zروق أحمد، الإرهاب الإسلامي : السابقة الجزائرية : op.cit  
Traduc : Zerrouk Ahmed, « le terrorisme islamiste : le précédent algérien », op.cit.

<sup>925</sup> كميل الطويل، الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر 106  
Traduc : Kamil Twil, le mouvement islamique armé en Algérie, op.cit, p 106.

<sup>926</sup> Zروق أحمد، الإرهاب الإسلامي : السابقة الجزائرية : op.cit

considéré plus tard comme le premier émir du GIA tel qu'on l'a connu dans le milieu des années 1990. Mais les efforts menés par les dirigeants clandestins du FIS en vue de créer une filière armée dédiée au parti dissous, n'ont pas été pour autant abandonnés. L'espoir de créer l'armée islamique du salut (AIS) en s'appuyant sur le MEI et les différents groupes proches du FIS, tels que le FIDA et la myriade de groupes (notamment les MIA) qui se sont constitués à l'est et à l'ouest du pays, était toujours de mise (voir fig n° 15).



Mais cet espoir s'est rapidement estompé après une série d'événements importants qui ont chamboulé l'ordre hiérarchique au sein de l'échiquier organisationnel des groupes restés fidèles au FIS. D'une part, le MEI (d'obédience salafiste) se retrouvait considérablement affecté

par le retrait de Chebouti de la scène du Djihad (1993) et ce, en raison d'un état de santé en constante dégradation, confiant ainsi à Makhloufi et Baa la direction du groupe<sup>927</sup>. D'autre part l'arrestation de Cherrati (02/1993) puis de Tadjouri (07/1993), tous deux membres de la cellule de crise, a affaibli le courant salafiste au sein des organes clandestins du FIS au profit du courant de la djaz'ara qui dominait le bureau exécutif national et la cellule de crise à travers Mohamed Saïd, et Abderrezak Redjam<sup>928</sup>. Le conflit autour du référentiel à adopter (salafisme ou islamo-nationalisme), déjà présent pendant l'existence légale du FIS, persistait donc toujours et s'était transplanté sur le plan de la conduite de l'action armée.

Toutefois, ce qui compromettra encore plus sérieusement le projet de création de l' AIS, sera le revirement total du MEI et du groupe de Mohamed Saïd (le FIDA), qui ont décidé de se joindre contre toute attente, à l'initiative de l'unification des GIA, concrétisée durant l'été 1994 (*cf infra*). Le choc sera de taille pour les partisans du projet de l' AIS, d'autant plus que ces derniers avaient démenti à travers différents communiqués publiés (voir fig n°16) que de telles initiatives étaient en cours.

---

op.cit, p 106 كميل الطويل, الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر

Traduc : Kamil Twil, le mouvement islamique armé en Algérie, op.cit.

<sup>928</sup> Pour l'un des interviewés (un ancien dirigeants du FIS) de Kamil Twil, même si Abderrezak Redjam n'appartenait pas au courant de la Djaz'ara, ses décisions ne pouvaient être qu'influencées par ce courant, dans la mesure où il se trouvait sous la protection du groupe armé de Mohamed Saïd (le FIDA). Voir : كميل الطويل, الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر op.cit, p 106. Traduc : Kamil Twil, *Le mouvement islamique armé en Algérie*, op.cit, p 107.

Figure 16 : Communiqués apportant un démenti sur le ralliement des factions et katibas armées au GIA (04/1994)

Communiqué signé Mohamed Abdelhadi

Communiqué signé Abou Mohamed Moustapha



Dans ces deux communiqués, il est fait mention que la revue Al Ansar (appartenant au GIA), annonce que toutes les factions et les katibas ont rejoint le GIA à l'exception de celle de Makhroufi. Les communiqués insistent sur le fait que ces informations ne sont que pur mensonge et ont pour objectif de semer la fitna (la discorde) au sein du djihad en Algérie).

Pour Madani Mezrag (futur émir national de l' AIS), ce qui était plus grave encore, c'est qu'en se mettant sous l'autorité du GIA unifié, Mohamed Said et Abderrezak Redjam, en leur qualité de dirigeants du FIS à l'intérieur du pays, engageaient de facto leur parti dans le projet d'unification des GIA. Cependant, il ajoute que cette adhésion n'était que formelle, car dans le fond, la plupart des anciens cadres du Front islamique du salut ne se sont pas joints à cette initiative : « dans la forme, l'adhésion du FIS au GIA était réelle, mais dans le fond elle ne l'était pas. Pourquoi ? Et bien parce que lorsque Mohamed Said et Redjam sont entrés dans le GIA, ils pensaient pouvoir redresser la ligne de conduite de ce groupe afin de pouvoir le ramener sur le droit chemin et l'empêcher qu'il ne soit une faction criminelle tuant des Algériens. Mais malheureusement ils se sont trompés. Il est vrai que beaucoup d'anciens du FIS avaient essayé de se rapprocher du GIA, mais ils ne représentaient pas à eux seuls le Front. Quand je parle du Front c'est en tant qu'un tout je ne fais pas référence à une petite partie. J'en parle en tant que parti et non en tant qu'individus »<sup>929</sup>.

<sup>929</sup> شهادة مدني مزراق حول المأساة الوطنية، إذاعة وطني، 2012/03/18

Traduc : témoignage de Madani Mezrag sur la tragédie nationale, Radio Watani, enregistré le 18/03/2012

Quelques semaines après l'adhésion du MEI et du FIDA au projet de l'unification des GIA, les différents groupes qui sont demeurés fidèles au projet de l' AIS, ont décidé de s'organiser sous le commandement de Ahmed Ben Aicha (à l'ouest) et de Madani Mezrag (à l'est). Ainsi un travail de coordination a pris place afin d'unifier les différentes cellules djihadistes en activité<sup>930</sup>. Dans l'ouest du pays, des contacts avaient déjà été établis fin 1992 début 1993 entre certaines wilayas, comme Mostaganem, Rilizane, Oran, Tlemcen, Tiaret et Chelf. À ce moment-là, ces cellules activaient toujours sous le nom du MIA, mais après l'annonce de l'unification des GIA, il fut décidé la création d'une « commission militaire de l'ouest » constituant un bras armé du FIS. Cette commission créée en juin 1994 sera dirigée par Ahmed Ben Aicha, élu député de Chlef au premier tour des législatives de 1991<sup>931</sup>. De leur côté, à l'est, les groupes se situant en dehors de l'accord d'union des GIA ont décidé de se réunir à Al Milia (à 450kms d'Alger). Ils parvinrent à créer la « commission militaire de l'est » en juillet 1994. Celle-ci sera dirigée par Madani Mezrag, un militant du FIS ayant appartenu par le passé à la tendance des frères musulmans locaux<sup>932</sup>.

Une rencontre fut ensuite organisée en juillet 1994 entre les deux commissions militaires. Cette rencontre a abouti à la promulgation du premier communiqué officiel au nom de l' AIS (Armée islamique du salut) sous le commandement de l'émir national Madani Mezrag. Comportant un effectif de 7000 combattants<sup>933</sup>, l'organigramme de l' AIS comprenait ainsi un commandement national, des régions et des zones militaires partant du sommet avec l'émir national jusqu'à la base avec de petits groupes armés (voir fig n°17)<sup>934</sup>.

<sup>930</sup> Dans un document de l' AIS contenant une retranscription intégrale d'un discours de Madani Mezrag, celui-ci avait rappelé les différents efforts qu'aurait fournis son groupe afin de concrétiser la création de l' AIS en réunissant les différents groupes armés à l'échelle nationale. Voir :

الجهة الإسلامية مبادئ في قلوب مناضليها و قادتها، نص شريط الأخ مدني مزراق أمير الجيش الإسلامي للإنقاذ، ط ١، 1996 .

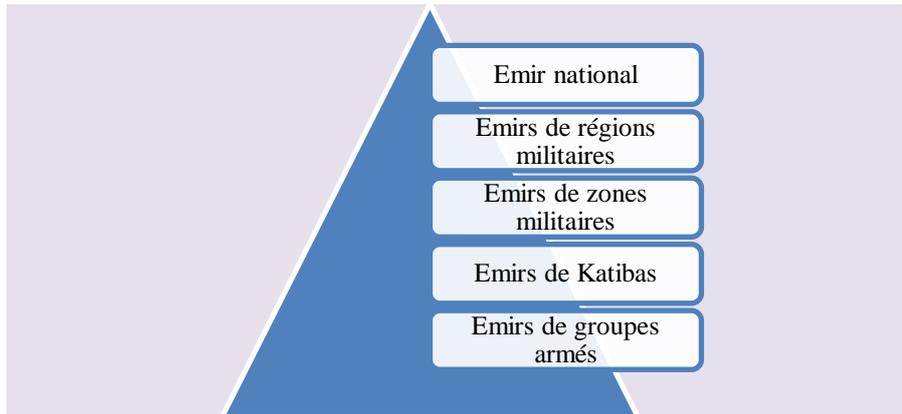
Traduc : « *Le Front islamique, des principes dans le cœur de ses militants et de ses dirigeants* », enregistrement audio du frère Madani Mezrag, émir de l' Armée islamique du salut, éd n°1, 1996. (Document de l' AIS contenant 15 pages).

<sup>931</sup> Entretien avec Ahmed Ben Aicha in journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit.

<sup>932</sup> Entretien avec Madani Mezrag, publié sur le site web arabophone islamonline.net, 23/05/2007. Lien Internet : <http://www.onislam.net/arabic/islamyoona/armed-action/95533-2007-05-23%2014-18-55.html>, dernière consultation le 21/06/2013.

<sup>933</sup> Ibid.

<sup>934</sup> Entretien avec Ahmed Ben Aicha in journal arabophone Ech-Chourouk, op.cit.

**Figure 17/ Organigramme hiérarchique de l'AIS**

**Source :** organigramme dévoilé par l'émir régional Ahmed Ben Aicha dans un entretien publié dans le journal Ech-Chourouk le 24/04/2013.

L'année 1994 sera donc celle de la concrétisation d'une Armée islamique du salut, ayant comme objectif principal de s'imposer en tant qu'unique bras armé du FIS dissous. Mais c'est durant cette même année que l'on assista également à la création d'un GIA au singulier. Un groupe armé puissant, fédérant une multitude de groupes déjà très présents sur le terrain, comme ils l'ont démontré par leur contrôle presque total sur la région Centre (notamment Alger, Blida, Boumerdes), résultat d'une longue hésitation des anciens cadres du FIS à assumer l'action armée.

### *L'unification des GIA*

Parler de l'unification des GIA nous ramène inévitablement à la fameuse rencontre devenue historique, qui a rassemblé un grand nombre de factions armées dans les montagnes avoisinant la région de l'*Areb'aa* (sud-ouest d'Alger) le 13 mai 1994. L'enregistrement vidéo de cette rencontre, désormais disponible sur les sites internet djihadistes, et même sur *YouTube*, permet de lever le voile sur certains détails concernant les conditions de son déroulement : il permet en l'occurrence de situer le centre de gravité du pouvoir au sein du GIA naissant, les tendances qui le composaient, les objectifs qui lui ont été assignés, et surtout, la ligne idéologique et religieuse dominante en son sein.

Mais avant de se pencher sur l'unification des GIA, il est essentiel d'établir une petite généalogie à travers laquelle nous pourrions identifier les composantes à l'origine de la

constitution de l'ossature du GIA unifié. Il n'est bien sûr pas question ici d'apporter une liste exhaustive des groupes islamiques armés qui ont participé à sa création. Cependant, les différents éléments que nous avons pu réunir<sup>935</sup> nous permettent de dresser un schéma général sur les principaux groupes ayant constitué la colonne vertébrale de ce qui constituera plus tard le GIA.

- *L'apport des professionnels du djihad dans la constitution du GIA : les « Algériens afghans » :*

Le retrait définitif des forces armées soviétiques des territoires afghans (février 1989), ainsi que la chute imminente du régime communiste afghan<sup>936</sup>, avait permis aux combattants algériens d'envisager un retour à leur pays d'origine. Le retour de ces « Algériens afghans » dans leur pays, a coïncidé avec la montée en puissance du Front islamique du salut (1989-1990). Dans son ouvrage intitulé *La naissance des Afghans arabes*, Abdallah Anas<sup>937</sup>, l'une des figures importantes des Arabes afghans, avait apporté un précieux témoignage sur le climat d'incertitude qui régnait au sein des contingents des combattants arabes après le retrait définitif des troupes soviétiques. Mais ce qui affecta le plus les djihadistes arabes, c'était surtout la mort de leur père spirituel Abdallah Azzam, célèbre théoricien du djihad en Afghanistan<sup>938</sup>. À l'instar des autres combattants arabes en Afghanistan, les « Algériens afghans » étaient tout aussi perturbés par le nouveau contexte afghan et se sont mis à la

<sup>935</sup> Document de l' AIS, du GIA, des témoignages de « repentis » publiés dans la presse, et des entretiens que nous avons pu obtenir avec d'anciens djihadistes. Sans oublier le précieux ouvrage remarquablement bien documenté de Kamil Twil (déjà cité).

<sup>936</sup> Sur l'intervention soviétique en Afghanistan, se référer à l'ouvrage de : Jacques Lévesque et Gilles Labelle, *L'URSS en Afghanistan, 1979-1989: De l'invasion au retrait* (Editions Complexe, 1990).

<sup>937</sup> Abdallah Anas, de son vrai nom Boudjemaa Bounoua, est né en Algérie en 1958. Au début des années 1980, il était connu pour être l'un des membres les plus actifs au sein de la mouvance islamique dans l'Ouest algérien. En 1983, Il prend contact avec Abdallah Azzam en Arabie Saoudite, puis rejoint le front du djihad contre l'armée soviétique en Afghanistan. Très proche de Abdallah Azzam (ayant même épousé l'une de ses filles), il est nommé par ce dernier comme émir sur les djihadistes arabes en Afghanistan. Après le retrait soviétique d'Afghanistan, il retourne en Algérie en 1990 où il établit des contacts avec les dirigeants du FIS. Arrêté par les services de renseignements algériens, il décide de retourner en Afghanistan où il réside jusqu'à 1992 avant de s'exiler en France, puis de manière définitive à Londres. Il deviendra par la suite, un membre influent de la direction du FIS à l'étranger. Enfin, il est connu pour ses positions hostiles vis-à-vis du GIA et des pratiques d'Al Qaida. Pour plus de détails sur la biographie d'Abdallah Anas, se reporter à ses mémoires sur sa participation à la guerre en Afghanistan :

عبد الله أنس، ولادة الأفغان العرب، سيرة عبد الله أنس بين مسعود و عبد الله عزام، دار الساقى، ط 1، 2002.

Traduc : Abdallah Anas, la naissance des Afghans arabes, biographie de Abdallah Anas, entre Massoud et Abdallah Azzam, éd Dar Al Saqi, 2002.

<sup>938</sup> Ibid.

recherche d'un autre terrain du djihad<sup>939</sup>. Les bouleversements politiques survenus en Algérie depuis la fin des années 1980 leur seront sans doute favorables. Le desserrement de l'étau autour de la mouvance islamique algérienne durant cette courte période, va leur donner l'occasion d'entreprendre une action djihadiste en parallèle à la mobilisation politique menée par le FIS, notamment après la grève de mai/juin 1991<sup>940</sup>. Selon Kamil Twil, pour une partie de ces « Algériens afghans », le djihad était la seule solution pour l'établissement d'un État islamique. Forts de leur expérience au combat, il ne leur manquait qu'un savant de la religion ou un prédicateur algérien connu, pour que leur option djihadiste puisse être validée sur le plan religieux. C'est la raison pour laquelle, les Afghans conduits par un certain Qari Said<sup>941</sup>, se sont adressés à des figures du djihad salafiste algérien comme Abdelkader Chebouti et Mansouri Meliani<sup>942</sup>.

Ayant essuyé un refus de la part de Chebouti (pour les raisons que nous avons évoquées précédemment), les Algériens afghans décidèrent de se tourner vers Meliani qui a fini par accepter de les diriger. Même si Meliani avait conservé des liens d'amitié avec son ancien compagnon d'armes Chebouti, la confiance que les vétérans d'Afghanistan avaient portée en lui, l'a persuadé de se détacher du MEI pour agir de manière autonome avec l'aide des effectifs afghans sous son commandement.

L'une des premières opérations menées par le groupe de Meliani fut justement l'attaque organisée en février 1992 contre l'amirauté d'Alger (*cf supra*). Selon Nachaat. H. Abdelmadjed, les liens que les Algériens afghans avaient pu conserver avec les différentes factions afghanes

<sup>939</sup> Pour N. Hamed Abed Al Madjed (professeur de sciences politiques à l'Université du Caire), une partie des Afghans arabes ont quitté l'Afghanistan et le Pakistan en direction d'autres « champs de bataille islamiques », comme le Tadjikistan, la Tchétchénie, le Kashmir et la Bosnie. Pour plus de détails, voir :

د. نشأت حامد عبد الماجد ، "الرؤى الفكرية والخريطة التنظيمية للأفغان العرب" :

<http://www.wislamonlinenet/arabic/famous/10/2001/article2>

Traduc : Nachaat. H. Abdelmadjed, « les visions théoriques et la carte organisationnelle des Afghans arabes », article publié sur <http://www.wislamonlinenet/arabic/famous/10/2001/article2>

<sup>940</sup> L'attaque dirigée par Tayeb Al Afghani, contre la caserne militaire de Guemmar (*cf supra*) fut sans aucun doute l'exemple le plus édifiant.

<sup>941</sup> Saïd Qari était un « Algérien afghan » ayant activé sous les ordres de Abdallah Anas en Afghanistan. En désaccord avec Anas, Saïd Qari entreprend de se rallier à Al Qaida sous les ordres de Ben Laden. Il sera par la suite l'organisateur du retour des Algériens afghans dans leur pays, et ce, à la veille de l'interruption du processus électoral. Au début de l'année 1992, il se mettra sous les ordres de Mansouri Meliani. Il sera blessé et capturé lors de l'attaque menée contre l'Amirauté d'Alger en février 1992. En mars 1994, il parviendra à s'enfuir de la prison de Tazult à Batna (435 km au sud-est d'Alger) pour rejoindre les rangs du GIA en plein processus d'unification. Il sera abattu en novembre 1994 aux côtés de l'émir de la région constantinoise Khater Ben Mohen Boudali. Voir :

كميل الطويل، الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر، p 65 .op.cit,

Traduc : Kamil Twil, le mouvement islamique armé en Algérie, op.cit, p 65.

<sup>942</sup> Ibid, p 60.

aux côtés desquelles ils avaient combattu en Afghanistan, auraient été d'une grande aide, notamment en matière d'entraînement et d'équipements militaires<sup>943</sup>. Quelques mois plus tard, le groupe de Meliani décidera d'intégrer un groupe plus important activant dans le Centre, celui de Mohamed Allal (Moh Leveille). Selon Abdelhafid Ben Ali, les hommes de Meliani ont été chargés de structurer le groupe de Mohamed Allal et de superviser son organisation. Ce rôle, confié aux Afghans, était motivé par l'expérience du terrain dont ces derniers pouvaient se targuer<sup>944</sup>. En effet, en plus de l'entraînement au maniement des armes qu'ils ont acquis en Afghanistan, les « Algériens afghans » avaient également pu profiter de différentes formations dans le domaine de la pensée djihadiste et de l'art de la guérilla<sup>945</sup>.

Lorsque nous avons tenté de retracer un schéma général sur la constitution des GIA puis de leur unification, on s'est vite rendu compte que la composante afghane était constamment présente à tous les niveaux de la hiérarchie des groupes<sup>946</sup>. Plus encore, l'apport des « Algériens afghans » ne s'arrêtait pas à l'aspect strictement militaire. En réalité, les réseaux de connaissances que ces Algériens ont tissés lorsqu'ils se trouvaient en Afghanistan leur ont permis de plaider la cause du djihad en Algérie devant des leaders du djihad mondial, comme Ben Laden et Al Zawahiri. À titre d'exemple, grâce aux relations que le vétéran d'Afghanistan Saïd Qari entretenait avec les réseaux du djihadisme mondial, notamment avec l'organisation d'Al Qaida, le GIA a pu mettre sur pied son premier organe de communication basé à

<sup>943</sup> د. نشأت حامد عبد الماجد ، "الرؤى الفكرية والخريطة التنظيمية للأفغان العرب" : op.cit

Traduc : Nachaat. H. Abdelmadjed, « les visions théoriques et la carte organisationnelle des Afghans arabes », op.cit.

<sup>944</sup> مذكرات عبد الحافظ بن علي المدعو : عبد الخالق، « هكذا بدأ العمل المسلح ضد السلطة في الجزائر »، منشورة في جريدة الشروق،

.30/03/2009

Traduc : Mémoires de Abdelhafed Ben Ali (alias Abdel Khalek), « le début de l'action armée contre le pouvoir en Algérie » publiés dans le journal Ech-Chourouk le 30/03/2009.

<sup>945</sup> Parmi les enseignants qui ont le plus marqué le groupe des djihadistes algériens en Afghanistan, il y avait Abou Mossaab Al Souri, alias : Moustapha Sitt Mariam Nassar , un théoricien du djihad mondial que Gilles Kepel a nommé le « cerveau du djihad des pauvres », voir : Gilles Kepel in journal le Monde du 28/04/2013. Abou Mossaab a rédigé un fascicule de 75 pages qu'il a intitulé « résumé de mon témoignage sur le djihad en Algérie ». Dans ce fascicule, il a décrit les liens d'amitié qu'il a noués avec des Algériens venus combattre en Afghanistan, notamment avec Saïd Qari. Il a aussi affirmé qu'entre 1987 et 1992, il avait lui-même formé les effectifs algériens dans le domaine de la pensée djihadiste et les techniques de guérilla. Voir :

أبو مصعب السوري، مختصر شهادتي عن الجهاد في الجزائر (1988-1996)، قضايا الظاهرين على الحق (2).

Traduc : Abou Mossaab Al Souri, *résumé de mon témoignage sur le djihad en Algérie (1988-1996)*, *Kadaya Al Dahirin AIA Al Hak* (2). (Fascicule récupéré sur un site djihadiste).

<sup>946</sup> On peut citer par exemple, Ahmed El Oued, un Afghan algérien qui a pris la tête du groupe de Mansouri Meliani après l'arrestation de ce dernier par les services de sécurité durant l'été 1992. Ou bien Djaafar Al Afghani, qui remplaça lui aussi l'émir Abdelhak Layayda arrêté au Maroc en 1993. D'autres occupèrent des postes d'émirs régionaux comme Abd Al Aziz Al Afghani (wilaya de Boumerdes), ou des postes de coordinateurs comme Khaled Sejali qui était chargé de la coordination avec les afghans à l'étranger sous le commandement de Saïd Qari.

Londres<sup>947</sup>. S'intitulant Al Ansar, ce moyen d'expression et de propagande djihadiste comptait dans ses colonnes des articles comme ceux du célèbre théoricien du djihad, Abou Mosaab Al Souri. Celui-ci avait en effet noué des relations solides avec d'anciens djihadistes algériens en Afghanistan, lorsqu'il avait séjourné durant plusieurs années dans le campement des Algériens afghans commandés par Saïd Qari<sup>948</sup>. Ainsi, s'il est vrai que le rôle de ces derniers dans la création du GIA ne doit pas être surestimé<sup>949</sup>, leur apport dans la structuration et l'organisation du GIA, ne semble, en revanche, souffrir d'aucune ambiguïté. En effet, même si leur nombre restait modeste<sup>950</sup> au vu de la totalité des effectifs composant le GIA<sup>951</sup>, certains d'entre eux ont su marquer de leur empreinte l'histoire du GIA, à l'image de Djaafar Al Afghani, de son vrai nom Mourad Si Ahmed, qui sera l'un des premiers émirs du GIA<sup>952</sup>. Celui-ci jouissait non seulement de l'admiration d'un grand nombre de combattants djihadistes du GIA<sup>953</sup>, mais également de personnalités djihadistes de stature mondiale tels que Abou Mossaab Al Souri qui l'a couvert d'éloges dans son ouvrage sur le djihad en Algérie<sup>954</sup>.

### *La fusion des GIA*

En réalité, si l'unification des GIA n'a vu le jour qu'à partir de l'été 1994, la fusion des différents groupes qui en formera la première ossature commencera dès 1991. De nombreux

<sup>947</sup> Jean Pierre FILIU, « The local and global jihad of al-Qa`ida in the Islamic Maghrib », Middle East Journal, volume 63, n°2, printemps 2009, p.217 et 218.

<sup>948</sup> أبو مصعب السورّي، مختصر شهادتي عن الجهاد في الجزائر (1988-1996)، قضايا الظاهريين على الحق (2) . op.cit  
Traduc : Abou Mossaab Al Souri, *résumé de mon témoignage sur le djihad en Algérie (1988-1996)*, *Kadaya Al Dahirin AlA Al Hak* (2), op.cit.

<sup>949</sup> En effet, certains auteurs ont surestimé la contribution des « Algériens afghans » dans la création du GIA. Ils ont aussi surévalué la place que ces derniers occupaient au sein de l'échiquier hiérarchique du djihad en Algérie. À titres d'exemple, Olivier Roy avait soutenu que les premiers chefs du GIA étaient tous des anciens d'Afghanistan. Voir : Olivier Roy, *L'Islam mondialisé* (Editions du Seuil, 2009). Ce qui selon nous, est loin de correspondre à la réalité historique sur la constitution du GIA. Une réalité que nous allons tenter d'aborder avec plus de détails un peu plus bas.

<sup>950</sup> Sur ce sujet, Abdallah Anas citait dans son livre (déjà cité) une conversation qu'il aurait eue avec un ancien responsable des services des renseignements algériens. Celui-ci aurait demandé à Anas quel était le nombre exact des Algériens ayant rejoint l'Afghanistan dans les années 1980. Anas lui répondit que le nombre dont il disposait était d'environ 250 à 300 éléments. C'est alors que l'ancien responsable du renseignement lui aurait affirmé qu'il disposait du même chiffre dans son bureau.

<sup>951</sup> D'après Madani Mezrag (émir national de l' AIS), le GIA disposait d'environ 23 mille éléments à l'échelle nationale. Voir : Entretien avec Madani Mezrag, publié sur le site web arabophone islamonline.net, 23/05/2007, op.cit.

<sup>952</sup> Djaafar Al Afghani commandera le GIA entre août 1993 et février 1994.

<sup>953</sup> Durant les entretiens que nous avons pu organiser avec d'anciens djihadistes, le nom de Djaafar Al Afghani revenait très souvent dans la discussion. Sans être en parfait accord avec les méthodes djihadistes de cet émir, nos entretenus éprouvaient pour le moins, une admiration et un respect perceptible pour cette figure du djihad islamique algérien.

<sup>954</sup> أبو مصعب السورّي، مختصر شهادتي عن الجهاد في الجزائر (1988-1996)، قضايا الظاهريين على الحق (2) . op.cit  
Traduc : Abou Mossaab Al Souri, *résumé de mon témoignage sur le djihad en Algérie (1988-1996)*, *Kadaya Al Dahirin AlA Al Hak* (2), op.cit.

documents appartenant au GIA confirment en effet cette hypothèse. Parmi ces documents on peut citer le fascicule intitulé *Hidayat Rabi Al Alamin fi tabyin osul Al Salafiyin*, rédigé par l'émir Djamal Zitouni, ainsi que le n° 10 de la revue du GIA intitulé *Lissan Hal Al Djamaa*<sup>955</sup>. Les nombreux groupes dont ces documents ont fait mention activaient principalement dans la région Centre du pays et constituaient le troisième pôle djihadiste représenté par l'aile dure du courant salafiste djihadiste. Leurs membres, très hostiles à la stratégie participationniste du FIS, sont passés très rapidement à l'action en organisant un certain nombre d'opérations armées comme celle qui a été commanditée par Nasreddine Kouhil contre le tribunal de Blida le 16 janvier 1990<sup>956</sup>.

Comme nous l'expliquait Abderrezzak, un ancien membre d'un groupe armé implanté dans la région Centre, la plupart des groupes étaient connus sous les noms de leur émirs respectifs. Mais lorsqu'il s'agissait de désigner la « mouvance islamique armée » de manière générale, l'appellation : « GIA » était souvent reprise : « *Même si les groupes armés étaient appelés Al Jama'at al Islamiyya al Moussalaha (groupes islamiques armés), la plupart d'entre eux travaillaient de manière autonome. Ils portaient souvent le nom d'un leader, c'est-à-dire de l'émir qui les commandait. Et quand celui-ci tombait en martyr, un autre le remplaçait et celui-ci donnait ainsi son nom au groupe sans vraiment le vouloir, car c'est plutôt les gens qui vont utiliser ces appellations. Mais certains groupes ont gardé les noms d'anciens émirs qui étaient morts et remplacés par d'autres émirs qui avaient pris leurs places. Je peux citer comme exemple le groupe de Meliani que la miséricorde d'Allah soit sur lui* »<sup>957</sup>.

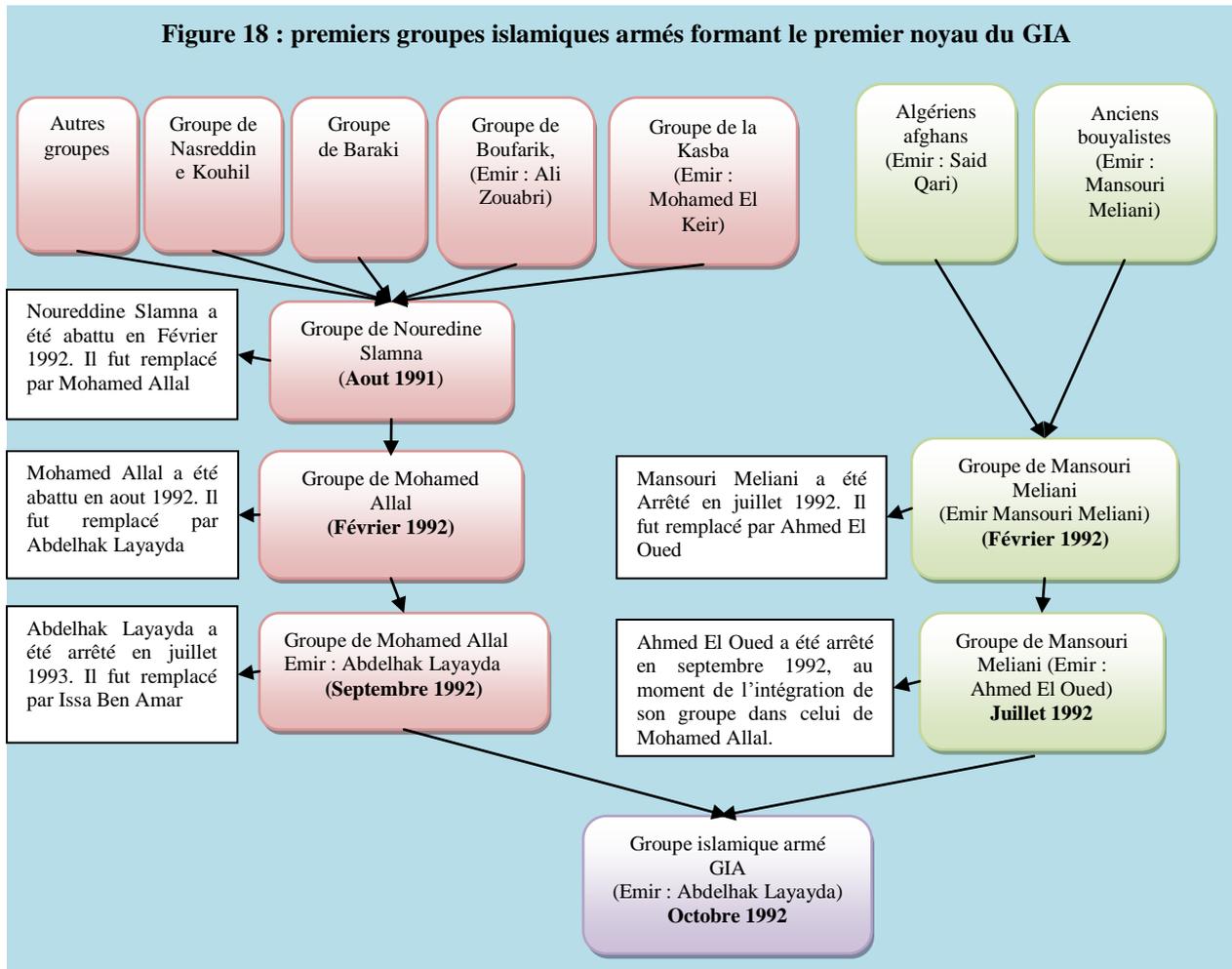
Le premier groupe qui portera officiellement les initiales G.I.A, sera celui que commandera Abdelhak Layayda à partir d'octobre 1992. Ce groupe sera le fruit de multiples fusions et d'absorptions de groupuscules armés (voir fig n° 18) qui activaient pour la plupart dans les environs d'Alger et les départements limitrophes.

---

<sup>955</sup> Extraits de copies en annexes.

<sup>956</sup> Cité dans le Fascicule de Djamal Zitouni, *Hidayat Rabi Al Alamin fi tabyin osul Al Salafiyin*. Cette opération avait été menée pour tenter de libérer des prisonniers.

<sup>957</sup> Entretien avec Abderrezzak, ancien djihadiste, op.cit.



Comme le notait Kamil Twil, Layayda a regroupé sous son autorité la majorité des groupes armés salafistes activant dans la région Centre<sup>958</sup>. Ce dernier a pris soin d'écartier les autres tendances, notamment celles qui étaient proches de la Djaz'ara, à qui il était reproché de privilégier la raison sur la Charia<sup>959</sup>.

Mais les considérations théologiques qui opposaient les combattants salafistes du GIA aux autres tendances, cachaient mal le clivage social que reflétait la composition des groupes armés. Séverine Labat faisait bien de rappeler que ce qui différençait le plus les effectifs du

<sup>958</sup> Kamil الطويل، الحركة الإسلامية المسلحة في الجزائر، op.cit, p 68.  
 Traduc : Kamil Twil, le mouvement islamique armé en Algérie, op.cit, p 68.

<sup>959</sup> Les disputes entre salafistes et djaza'aristes au sein de la mouvance islamique armée, finiront par engendrer des campagnes de liquidation physique qui aggraveront les dissensions au sein du GIA (voir le sous-chapitre suivant).

GIA de ceux de l' AIS (MIA jusqu'en 1994) était les secteurs de recrutement dans lesquels ces groupes venaient puiser. En effet, alors que l' AIS s'appuyait essentiellement sur d'anciens cadres du FIS - dont un grand nombre comptaient parmi les diplômés de l'université -, le GIA s'appuyait de son côté sur un nombre considérable de jeunes issus de secteurs marginalisés de l'Algérie sous-urbanisée (chômeurs, exclus du système éducatif, vendeurs au marché noir ...etc.)<sup>960</sup>. Ces derniers, jadis exclus du processus d'institutionnalisation conduit par les dirigeants de l'islam politique, avaient désormais la possibilité de réaliser un bouleversement des hiérarchies sociales au sein de la mouvance islamique<sup>961</sup>. Ce bouleversement était, selon nous, largement perceptible à travers le renversement des rôles de leadership au sein de la mouvance islamique, notamment en matière d'opposition radicale au pouvoir en place. D'une opposition institutionnalisée conduite par des cadres souvent technocrates, on passe à une opposition violente conduite par des jeunes issus de milieux sociaux marginalisés et moins instruits. Gilles Kepel notait très justement, que la rencontre « historique » qui a scellé l'unification de plusieurs groupes armés sous la bannière du GIA, a surtout révélé l'hégémonie conquise par la jeunesse urbaine pauvre sur une classe moyenne pieuse<sup>962</sup>. L'allégeance (*al Moubayaa*) faite par des « émirs intellectuels » quadragénaires tels que Makhloufi (émir du MEI) ou Mohamed Said (émir du FIDA) à un jeune émir de 26 ans Cherif Goussmi (GIA), témoigne largement de cette hégémonie. Les émirs du FIDA et du MEI ont engagé leurs groupes sous la bannière du GIA (voir fig. 19) se pliant à une réalité que ce dernier a réussi à imposer à travers un contrôle apparent sur certains quartiers populaires et zones rurales ayant fait partie des anciennes communes contrôlées par le FIS<sup>963</sup>.

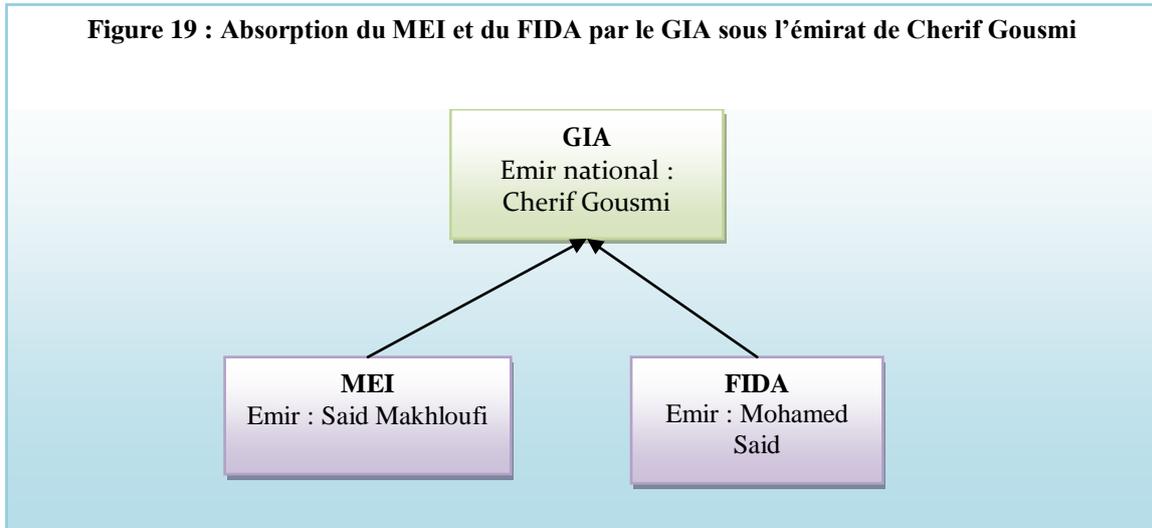
---

<sup>960</sup> Séverine Labat, *Les Islamistes algériens*, entre les urnes et le maquis, op.cit, p262-263.

<sup>961</sup> Gilles Kepel, *Jihad*, expansion et déclin de l'islamisme, op.cit, p. 400-401.

<sup>962</sup> Ibid., p 404.

<sup>963</sup> Selon Luis Martinez (*la guerre civile en Algérie*, op.cit), le conflit qui opposait le pouvoir algérien aux différents groupes armés, avait aussi comme arrière fond, une lutte au sein de la mouvance islamique armée autour de la redistribution des richesses. Les zones dites « libérées » par les groupes appartenant au GIA étaient soumises au diktat des émirs locaux qui pratiquaient une sorte d'impôt de guerre sur les opérateurs économiques (notables favorables à la cause islamique, commerçants, transporteurs, entrepreneurs, ...etc.). Un impôt qui a pris très rapidement, une forme de racket dans un climat marqué par la domination des groupes armés du GIA sur des zones entières bientôt ghettoïsées par les encerclements de l'armée algérienne.

**Figure 19 : Absorption du MEI et du FIDA par le GIA sous l'émirat de Cherif Gousmi**

À travers cet accord d'unification, le GIA avait réussi à consolider sa suprématie sur la scène du djihad en Algérie. Ses initiales ne reflétaient plus une multitude de groupes armés aux rayons d'action très limités géographiquement, mais désignaient cette fois-ci, un groupe armé unifié et structuré sur le plan national. Le GIA comptait désormais dans ses rangs les effectifs les plus importants sur le plan quantitatif, n'excluant qu'un petit nombre de groupes restés fidèles à la ligne politique du FIS dissous. Les anciens dirigeants et militants du FIS encore en liberté, semblaient en effet avoir payé le prix de leur hésitation à assumer l'action armée. Il devenait alors impératif pour eux de mettre fin au leadership du GIA sur le djihad : « la rencontre de l'unification du GIA a constitué un choc pour beaucoup de militants du FIS. Ils se sentaient orphelins, car les chefs du parti Abassi Madani et Ali Benhadj étaient en prison et n'ont pas annoncé le djihad. De leur côté, les groupes affiliés au GIA étaient passés à l'action, on n'entendait parler que d'eux. Beaucoup de sympathisants du FIS les ont rejoints à partir de 1993 et 1994, parce qu'ils étaient convaincus du djihad, surtout après l'annulation des résultats des élections. C'est pour cela que la création de l' AIS devenait un impératif avant que le djihad ne soit confisqué par de mauvaises mains, car le prophète a dit : [lorsque les responsabilités seront données à autre que ses gens alors attend l'heure (jugement dernier)] ». <sup>964</sup>

Ainsi, à partir de l'été 1994, on assiste à l'émergence de deux pôles djihadistes distincts se réclamant du salafisme djihadiste (GIA et AIS). Mais chacun d'entre eux aura un objectif à

<sup>964</sup> Entretien avec Mokhtar, ancien militant du FIS et ancien membre d'un groupe armé, op.cit.

part, une stratégie djihadiste totalement différente, et des méthodes de recrutement propres à chaque stratégie djihadiste (voir chap III). En face, les services de sécurité et l'armée, mal préparés aux techniques de guérillas, semblaient se préparer à une répression féroce, en entamant l'encerclement des villes, une première étape avant de passer à la guerre des maquis<sup>965</sup>. Ce qui a conduit le pays dans l'enlisement du conflit qui a pris les allures d'une guerre civile durant tout le reste des années 1990.

---

<sup>965</sup> Luis Martínez, *La guerre civile en Algérie: 1990-1998* (KARTHALA Editions, 1998), p 232.

### Conclusion du deuxième chapitre

---

La mouvance islamique radicale a certainement été celle qui a le mieux su saisir l'opportunité structurelle offerte par le contexte d'ouverture démocratique de la fin des années 1980. Aussi rapide qu'inédite, cette ouverture politique avait permis pour un temps de tempérer l'animosité des éléments les plus radicaux, fervents de l'instauration de l'État islamique. En effet, la nouvelle donne politique allait permettre la formation de partis politiques à référent religieux. Ce qui a conduit la mouvance islamique radicale à croire en la possibilité d'atteindre le pouvoir par les urnes sans passer à l'action violente.

La fragilité de la situation socio-économique que connaît le pays à partir de la moitié des années 1980, a sans aucun doute été un point d'appui non négligeable pour le déploiement de la machine organisationnelle du FIS. Celui-ci avait su prendre le dessus sur toutes les autres tendances qui activaient sur la scène politique, notamment grâce à ses réseaux associatifs et sa domination sur les lieux de prière. Cependant, cette dynamique créée par ce parti islamique allait se heurter à des obstacles de taille. L'un des plus importants était celui de l'hétérogénéité, incarnée par les divergences en matière de doctrine religieuse et de méthode d'accès au pouvoir (renversement immédiat du pouvoir, participation politique, progression graduelle vers le sommet du pouvoir...etc.), qui allait constituer une variable déterminante dans la conflictualité que le Front islamique du salut devait s'assurer de réguler. La centralité de cette variable est telle, qu'elle peut expliquer en partie, le processus qui a mené à la radicalisation violente d'une partie des militants et des sympathisants du FIS, et ce, avant et après la dissolution de ce dernier.

Cela dit, de notre point de vue, cette hétérogénéité ne peut être analysée séparément d'une autre variable non moins importante, celle des « coups » portés par les acteurs antagonistes au FIS. C'est ainsi qu'on peut affirmer que la stratégie adoptée par les autorités algériennes pour endiguer la montée de ce parti islamique a apporté un effet stimulant à la

radicalisation chez certains de ses sympathisants et militants. Ainsi peut-on dire de l'interruption du processus électoral, de la dissolution pure et simple du FIS, ou de l'usage d'une force disproportionnée dans la répression envers ses militants.

La constitution des groupes armés, semblait, elle aussi obéir à la variable de l'hétérogénéité qui caractérisait la mouvance islamique radicale en Algérie. Au-delà des slogans prônant le salafisme djihadiste mis en avant par la quasi-totalité des groupes islamiques armés en activité, le caractère sélectif de l'engagement dans un groupe armé plutôt que dans un autre, se trouvait étroitement lié à l'appartenance à l'une des tendances en concurrence. Mais lorsque les fusions entre les différents groupes islamiques armés semblaient se concrétiser, marquant l'émergence de deux pôles djihadistes défiant le pouvoir politique algérien, une question se pose avec persistance : si l'éclatement du FIS (dont les prémisses se sont manifestées bien avant sa dissolution), peut être expliqué (du moins en partie) par la conflictualité aiguë qui régnait en son sein, le djihadisme salafiste algérien n'allait-il pas connaître le même sort ? Autrement dit, les mêmes causes n'allaient-elles pas produire les mêmes effets ? Si la réponse est oui, alors quel impact cela aurait-il pu avoir sur les stratégies et les méthodes djihadistes, notamment en matière de recrutement et dans le choix du répertoire d'action violent ?

# Stratégie de violence et recrutement djihadiste chez les salafistes radicaux violents algériens

## Deuxième partie

- Chapitre III : La stratégie des djihadistes salafistes et ses formes de violence

- Chapitre IV : Recrutement djihadiste et lieux de socialisation au djihad salafiste